

U E H

1985

SOMMAIRE - SOMMAIRE - SOMMAIRE

LE QUOTIDIEN HOMOSEXUEL

- Quelles oppressions aujourd'hui ? P.
(Jacques Vandemborghe)
- Une fondation pour mémoire P.
(Geneviève Pastre)
- Surveiller la police P.
(Jean Le Bitoux)
- Divorce et sauna P.
(Michel Vincinneau)
- Télévision et come-out P.
(Elyane Morissens)
- L'affaire d'Aix P.
(Jacques Fortin)

CONFERENCES ET DEBATS

- Sida, quelle prise de conscience ? P.
(Frédéric Edelmann)
- Mutations lesbiennes..... P.
(Odile Bouchet)
- Mythe ou réalité de la communauté gaie P.
(Alain Huet)
- La menace du retour de la Droite P.
(Melanie Badaire)
- Le tiers-monde, nouveau territoire de l'homosexualisation P.
(Jean Dumargue)
- Sida : les nouveaux comportements P.
(Daniel Defert)
- Homosexualité et masculinité P.
(Jean Le Bitoux)
- Quelles structures pour demain ? P.
(Jacques Vandemborghe)

LE

QUOTIDIEN

HOMOSEXUEL

Jacques Fortin : La question du quotidien, pour moi, est primordiale. Elle s'ouvre sur une première question, à savoir l'irruption du commercial, la façon dont il organise la vie homosexuelle et les influences sur les idéologies et le comportement. Certains disent qu'on se s'est pas battu pour ça ("quand je pense qu'on a fait toutes ces manifs pour en arriver là, je suis dégoûté"). Et bien oui, on s'est battu aussi pour ça. Il ne faut pas s'étonner de la réalité commerciale. On est dans un système économique, politique qui principalement organise toute chose sous l'aspect commercial. On vend de l'idéologie, du commercial, des images, des loisirs. Que cela se soit produit, c'était évident, souhaitable. Parce que ça prouve qu'un certain nombre de choses ont avancé. C'est mon premier point. Ensuite je ne crois pas qu'il y ait parmi nous quelqu'un qui ait suffisamment d'argent derrière lui pour pouvoir lancer quelque chose de concurrentiel à ce qui se passe. Alors quelle image de nous ces commerçants tentent-ils de donner ? On ne répondra jamais à David Girard comme à *Samouraï*, on ne les convaincra pas. Le problème est ailleurs. C'est celui de tenter de répondre aux gais sur les questions qu'ils se posent. Le deuxième point, c'est que ces gens là vendent de la misère, de l'organisation de la misère, par le moule du système dominant. Comme elle s'organise par ailleurs dans la famille (misère hétérosexuelle, misère de l'enfance). Comme tout mode d'organisation, cela comporte un double aspect. La famille est à la fois un refuge, et heureusement qu'elle existe sinon les gens seraient complètement en compte. Mais c'est aussi un lieu de démolition et d'enfermement qui est fantastique.

Alors, qu'est-ce qu'ils nous vendent ? Des images. Sont-elles les nôtres ? De quel type ? A travers la presse dominante gaie masculine, on voit que tout se résume de plus en plus à travers des images. Il n'y a plus de questions, plus de questionnement, seulement des images. Avec pour seule question que de savoir quelle est l'image qui fera le plus illusion, le plus miroir aux alouettes. Ma deuxième question concerne le relationnel. Cette situation-là est paradoxale. On peut noter que la fragilité affective va avec la consommation qui nous est proposée. Quant à la consommation individuelle, elle va souvent avec l'incapacité de s'assumer, de tenter un certain type de recherche de partenaire. Comme pour l'aspect commercial, le relationnel s'épuise, une liaison fait trois, quatre, cinq ou six ans, puis on dit qu'elle vieillit. Au bout de quatre ou cinq ans, on cherche autre chose. Même chose quand dans son histoire on a fait quatre ou cinq ans de militantisme. Mais face à cela, on peut repérer des réseaux de groupes d'amis, tout un tissu nouveau et souterrain qui se crée, et dans lequel se cherche et se vit du relationnel. C'est observable aussi bien au niveau lesbien qu'au niveau pédé. C'est peut-être là que se vivent les choses les plus cools, les plus agréables.

Je considère cela comme une très grande avancée. Cette capacité de créer des réseaux clandestins, même avec de l'angoisse diffuse, est très positive. J'ai des amis qui ont entre cinquante et soixante ans et qui vivent ce type de réseau, mais à l'ancienne. Ils sont très répétitifs, obsessionnels, avec fête de Noël tous les ans sur un thème nouveau A l'heure actuelle, je crois que c'est plutôt, en ce qui nous concerne ici, la plage, les sorties, la musique, les loisirs etc. C'est le tissu auquel il faut essayer de s'adresser. De ce côté il y a une demande de réflexion, de créativité. Voilà ce que je peux dire pour commencer. Odile Bouchet va brièvement souligner pour vous ses réflexions, du côté des lesbiennes.

Odile Bouchet : Comment vivent les lesbiennes en province ? Le commercial ici est quasi-inexistant. Nous n'avons pas de lieu spécifiquement lesbien. Hormis une boîte qui s'appelait "*Elles*". C'était la boîte que toutes les lesbiennes réclamaient. Elle est devenue mixte, et enfin hétéro. En fait, il n'y avait pas la

clientèle, ce qui prouve que là il y a problème. Côté lieu associatif, il y a un lieu lesbien, mais il est en train de fermer faute d'investissements. C'était un lieu qui se voulait très militant, autonome. Alors, est-ce qu'on s'y prend mal ? On n'a pas du tout envie que l'associatif disparaisse mais il faut sans doute un petit peu s'ouvrir. Quant aux réseaux, on s'est également rendu compte que ça fonctionnait énormément. Des lesbiennes qui se rencontrent entre-elles, de façon informelle, qui n'ont pas besoin de structure ni de commercial, ni d'associatif. Les choses sont vécues dans le quotidien. Elles peuvent peut-être se développer, se structurer un peu plus. On peut dire actuellement que c'est la majeure partie des lesbiennes qui se vit ainsi par réseaux.

Christiane Jouve : Est-ce que ces réseaux correspondent aux mêmes modes de vie ? Sont-ils simplement cloisonnés par le fait qu'on ne se connaît pas ou est-ce qu'il n'y a pas autre chose relatif au milieu social, le milieu socio-professionnel ? On n'a pas les mêmes réseaux d'amis, de connaissance et d'intérêts, donc les mêmes façons d'aborder l'homosexualité. Peut-être que l'erreur pendant un certain temps, erreur normale, est celle que quand on veut s'en sortir, on s'assimile à un modèle même s'il est réducteur parce qu'il permet de s'accrocher à quelque chose, à une image unificatrice. Le tort, peut-être, c'est de ne pas s'apercevoir que ce n'était qu'un modèle recouvrant des réalités complètement différentes. Est-ce bien ou mal qu'il n'y ait pas de ghetto lesbien commercial ? Est-ce qu'il faut, ou pas, un ghetto commercial ?

Bernard : Si depuis environ 5 ans le comportement homosexuel est de mieux en mieux accepté et vécu par des gens qui l'adoptent, est-ce pour autant il y a une amélioration du rationnel ? Est-ce que les questions de couple, de jalousie, les questions d'équilibre entre les pulsions sexuelles et les besoins affectifs sont en vue d'amélioration ? Ou alors avons-nous toujours le même nombre d'angoissés qu'hier ?

François : En quoi la question que tu poses, est-elle spécifiquement homosexuelle ? Il y a des angoissés ou des jaloux partout. Ca n'a rien de spécifique dans la question que tu viens de nous poser.

Bruno : Le parisianisme, par exemple, est une des plus graves déformations de la presse gaie qui induit des analyses que l'on peut ensuite entendre dans le milieu. On a là l'itinéraire d'une génération qui s'est affirmée, et le "come-out" des années 80 a produit ce type de discours que véhicule régulièrement la presse gaie avec adoption d'un certain mode de vie. Et puis cette analyse dans *Masques* sur la déconstruction de l'homosexualité. En attendant, d'autres se vivent en dehors du mouvement homosexuel et n'ont pas suivi l'évolution qui était entrain de se faire. Ces gens sont extrêmement isolés, vivant dans une certaine misère sexuelle, avec un vrai vide affectif qu'on entend dans certaines émissions de radio de province, avec ce type de demande.

Jean Le Bitoux : La manière dont on vit et dont on installe son quotidien relationnel dépend énormément de son mode de vie qui est effectivement imprégné de sa situation sociale. Or dans les années 50, tous les styles de vie d'homosexuels et toutes les générations se retrouvaient ensemble parce que l'extérieur était agressif. Je ne vois pas comment un lieu associatif gai peut aujourd'hui réussir à faire se recommuniquer entre elles des générations très précises et séparées les unes des autres par des images et des modes de vie qui seraient collectifs. Un gai de 18 ans n'est pas un gai de 45 ans.

Xavier : Aujourd'hui entre défendre le plaisir et vivre le plaisir, les gais préfèrent vivre le plaisir. C'est une interrogation pour notre génération militante et une nécessité de révision déchirante pour essayer d'apporter

des réponses nouvelles. N'y a d'autres interrogations, d'autres types de réponse à apporter et là vraiment, je crois qu'il faut dépoussiérer, ne plus vivre seulement dans le souvenir d'héroïques combats, des grandes marches et des grandes manifs. On a un mouvement qui est en train de se transformer en une association d'anciens combattants.

Gérard : Ce relationnel dépend de la visibilité collective et de la visibilité individuelle. Je ne crois pas que les différences soient si notables entre Paris et la province ou entre tel pays d'Europe ou tel autre. Il y a une visibilité collective beaucoup plus grande à travers les médias spécifiques ou généralistes, il y a une visibilité beaucoup plus grande à travers un certain nombre de lieux à Paris, des lieux concentrés dans certains quartiers. Ca se voit, on ne peut pas dire que, pour autant, il y ait eu une identique augmentation de la visibilité individuelle. Le nombre de gens, d'homosexuels et de lesbiennes, qui aujourd'hui en France sont connus comme tels par leurs parents, leur sœur, leur employeur, leurs collègues de travail, leurs voisins a-t-il augmenté ? Je ne dirais pas qu'ils se comptent sur les doigts de la main, mais je crois qu'il est encore extrêmement limité. A Paris, aussi, la visibilité collective permet l'anonymat. Les réseaux d'amitié ? Mais ça a toujours existé ! On pourrait demander, je crois qu'il y a ici des gens ici qui ont plus de 50 ou 60 ans. Sans mouvement d'expression homosexuelle, quand il n'y avait que ça, ces réseaux étaient indispensables. Aujourd'hui sans doute, ils ont perdu des gens. On a des réseaux très spécifiques liés au milieu social des gens, à leurs aspirations.

Christian Jouve : Les gens qui ne vivent pas dans le placard, mais pas non plus dans le milieu, existent aussi, et on a l'air de dire qu'ils vivent forcément mal leur sexualité. Moi, je ne crois pas. Il n'est pas nécessaire pour eux de rejoindre un quelconque mouvement. Et on se dit : bon on passe à autre chose, alors qu'il y a des choses qu'on n'a pas encore faites. Il y a d'autres préoccupations: je parle du concubinage homosexuel, par exemple. Il y a quelques années, en parler, c'était se faire lyncher. Il ne fallait pas vivre en couple. Tout le monde le faisait mais "fallait pas". Le concubinage homosexuel, ça concerne ces gens là, ça concerne des femmes aussi. Autre débat: les moyens de reproduction, le divorce. Ca concerne notamment les lesbiennes qui ont des enfants et qui les perdent à l'occasion d'un procès. Ce sont les préoccupations premières d'un certain nombre de gens, et c'est pas repris. Donc, quand on dit: c'est la fin du mouvement revendicatif, je dis, effectivement il faut passer à autre chose mais pas perdre de vue qu'il y a un certain nombre de revendications qui n'ont pas abouti. Faire à travers de nouvelles revendications de société que l'hétérosexualité ne soit plus reconnue comme norme première. Le couple, il fallait cracher dessus, c'était tout un langage militant, toute une démarche politique. Est-ce que c'était la bonne ? Je ne porte pas de jugement. Je dis simplement qu'il y a donc toute une catégorie de gens qui a été exclue de par nos revendications d'alors. Et le sort des gens qui vivent très bien! Par ailleurs, je ne suis pas sûre, en tout cas pour les femmes, qu'il y ait une si grande dichotomie entre le mode de vie parisien et la province. A Paris il y a des filles, on en a sans arrêt au téléphone, qui ne savent pas où trouver *Lesbia* bien qu'il soit en vente dans tous les endroits lesbiens. Je n'ai pas de preuves, mais je suis tentée de penser que la majorité des gens ne se portent pas si mal.

Jacques Vandemborghe : Je ne crois pas qu'il faille créer des traits d'égalité entre des choses qui sont quand même très différentes. Qu'il y ait toujours eu des réseaux n'empêche pas d'essayer d'examiner les différences entre hier et aujourd'hui. A l'heure actuelle, je pense qu'on a un développement plus grand des réseaux et un nouveau type de réseaux où l'on se vit plus ou moins ouvertement. C'est un réseau qui ne sert pas à cacher qu'on est homosexuel. C'est de l'avenir en positif, ce n'est plus du rétrécissement. En

Haute Provence, en particulier dans le Lubéron et dans tous les départements limitrophes, là où il y a un certain phénomène d'installation d'homosexuels (c'est régional ça), ces nouvelles organisations sociales fonctionnent énormément. Deuxième élément, l'histoire des réseaux. Si je regarde la composition de la salle, je constate que c'est la première Université d'Été où on voit autant de filles que de garçons, et ensemble. Enfin, je ne sais pas si dans la société beaucoup de choses ont changé. Je crois qu'il y a une avancée, mais il y a aussi à l'heure actuelle une avancée inverse, celle de l'homophobie. Mais dans le quotidien, pour les homosexuels, je crois qu'il y a une chose qui s'est passée dans les quelques dernières années, c'est que nous nous sommes donnés à voir à nous-mêmes. Et c'est la première fois de notre histoire. Et c'est peut-être le phénomène le plus important. On en est un peu pantois. Je crois en outre qu'il ne faut pas dire "le mode de vie homosexuel" mais qu'il faut dire "les modes de vie". Il y a des cheminements qui sont différenciés et vous voyez l'*Université d'Été*, avec cette osmose des jeunes avec les anciennes générations. Il y a même une osmose de trois générations ici. Il y a les vieilles mères fondatrices d'il y a bientôt dix ans, il y a tout un flot de gens qui peuvent avoir 50 ans comme ils peuvent en avoir 30 qui sont venus s'intégrer, et puis il y a les jeunes qui sont là depuis deux ans, deux ans et demi, qui ont entre dix-sept et vingt-deux ans que vous voyez faire plein de trucs. Donc, le problème n'est pas forcément celui de la contradiction des générations.

Jean Le Bitoux : J'ai l'impression que la vie associative se porte mieux à Marseille qu'à Paris, et qu'elle permet de ne pas aggraver le fossé entre les générations gaies. Les groupes homosexuels à Paris ont été largement déficients, dans le sens où on n'a pas su suffisamment non pas retenir mais séduire autant que les boîtes de Monsieur David Girard. Par ailleurs, je pense que sur la vie commerciale, il nous manque encore de vraies boîtes. Le commercial est aussi une force économique. Si le mouvement homosexuel est si pauvre, au moins, les boîtes, elles, sont riches et peuvent être, à ce titre là, une résistance dans la vie économique, en stratégie sociale. Et quand il y a X millions d'américains qui viennent à Paris, Monsieur Chirac en tient compte dans sa réflexion touristique. S'il fermait toutes les boîtes gaies, c'est vrai que ça ferait un creux non chiffrable dans l'économie de sa ville, tout simplement. Le gai consommateur, c'est quelqu'un qui ouvre facilement son portefeuille pour faire vivre sa sexualité. Cette force de résistance économique est très souhaitable. Alors le problème c'est de poser la question de savoir comment maîtriser un lien dialectique entre la vie du mouvement, les revendications de la communauté et cette vie commerciale qui, aujourd'hui, est de plus en plus en divorce avec ce qui pourrait être deux ou trois principes éthiques qui nous manquent. Il n'y a pas de contrat entre des gens qui font cet argent là et la communauté gaie et ses autres besoins. Les objectifs et les intérêts sont divergents ou carrément belliqueux. On le voit dans la dernière marche gaie où il était clair que David Girard avait besoin de cette marche comme opération de marketing classique. C'était un de ceux qui coulait la marche parce qu'elle lui permettait une visibilité qui, à ce titre là, ne pouvait que servir principalement le commercial.

Enfin, sur la question des générations, je pense que la période d'*Arcadie* a permis à toute une génération de se trouver. Oui la période *GLH/CUARH* a permis à toute une génération de militer. Aujourd'hui, on est dans une carence de structures dont le principal handicap concerne la jeune génération pour laquelle le mouvement n'apparaît pas si attractif que ça. Dans des périodes politiques assez syndicalistes, on pouvait retrouver une énergie militante. Or, s'est scindée la demande militante et la demande relationnelle. Le mouvement a longtemps puisé dans la demande relationnelle pour politiser la communauté. Les boîtes et les PA ont aujourd'hui absorbé la demande relationnelle. Et le mouvement ne s'en n'est toujours pas remis. Nous cherchons toujours de quel côté nous allons puiser une nouvelle énergie.

Jacques Vandemborghe : La question n'est pas celle des générations militantes, mais celle des jeunes gais par rapport aux homosexuels adultes. A San Fransisco, il y a des études qui sont faites à l'*Université* avec des gens gays, à l'intérieur, sur la question de savoir comment les jeunes gays des faubourgs de San

Fransisco s'intégrant-ils dans le milieu gai adulte?" Et ce dont je m'aperçois c'est qu'il y a un gros problème, tant aux USA qu'en France sur cette question de l'osmose des générations. C'est-à-dire que notre mode de vie ne satisfait pas la jeunesse. Dans les jeunes générations, il y a une difficulté à rentrer dans nos codes de consommation à nous, homosexuels adultes.

Yves : On a l'air de se battre la coule, alors qu'on est le seul milieu adulte à se poser le problème de la non-intégration de la jeunesse dans la réalité adulte. Mais c'est vrai de toute la jeunesse.

Jacques Fortin : Moi j'ai un gosse de quinze ans qui me traite vieux ringard et de vieux con, qui se fait teindre les cheveux, qui les a fait friser. Du coup, je me suis mis en brosse pour lui. Effectivement c'est une crise qui ne nous est pas propre, qui est globale. Moi je crois qu'il faut laisser les jeunes interroger, contester, et voir ce qui va sortir d'eux-mêmes. Ce n'est pas à nous de résoudre ces problèmes.

Jacques Vandemborghe : Il existe des conférences internationales de jeunes gais à Amsterdam. N'existe des ateliers jeunes dans les mouvements. Ca n'existait pas avant, c'est quand même nouveau. n se trouve une très forte proportion des parties conservatrices de notre société, pour nous dire que les jeunes sont encore plus traditionnels aujourd'hui. Ce dont j'aimerais bien être convaincu.

Philippe : Mais c'est peut-être ça aussi l'éclatement de l'homosexualité. La question de s'identifier comme homo est très lié à une génération spécifique. Donc, dans ce cadre là, il ne faut pas tellement s'étonner. Pour beaucoup, la question n'est pas de créer un groupe homo, même de jeunes.

Jacques : J'ai toujours eu l'impression que le mouvement homosexuel français n'a pas pris en compte la question de la jeunesse à cause de cette fragilité et de cette levée de boucliers et d'attaques, là, directes qu'il aurait engendrées en évoquant l'adolescence et l'enfance, ce qui est très mal vu.

Jean Le Bitoux : Le milieu commercial parisien gai, celui par exemple des patrons de boîtes, est de plus en plus jeune alors qu'on assiste à un vieillissement des autres cadres gais dans la presse et dans le militantisme, donc dans la réflexion. Le patron du dernier bar qui s'est ouvert, que je ne citerai pas, a 19 ans et attire évidemment sa propre génération, et il a bien raison. Mais la question de fond est aussi de savoir si cette nouvelle génération, à une année de la droite, si elle peut se mobiliser par rapport à des agressions politiques. Parce que prétendument elle serait écervelée, ce que je ne crois pas du tout. Je pense que l'identité jeune, aujourd'hui, est assez réaliste et peut tout à fait bien réagir. C'est plutôt le cadre même des mots d'ordre, qui vieillissants, n'intéresse plus personne.

Evelyne : Je crois que question quotidien, j'en ai discuté avec de jeunes lesbiennes qui ont entre 20 et 25 ans, elles font le même genre de réflexions. A savoir que vous êtes la génération d'avant, une génération militante qui a eu besoin de sortir du placard et besoin de s'affirmer et nous on s'en fout, nous on arrive, on a 20 ans, on a des boîtes on a des réseaux, on connaît des nanas et on s'en fout complètement". C'est une réflexion qui m'a été faite il y a deux jours quand j'ai dit à certaines jeunes lesbiennes : "Est-ce que vous venez à l'Université ?". "Non, parce que nous on n'en a pas besoin". Bon, c'est peut-être parce qu'il n'y a pas une évolution importante de la réflexion, mais c'est également qu'elles sont bien dans leur quotidien. Elles n'ont pas connu nos problèmes et ce ghetto, surtout au niveau lesbien, où il n'y avait pas de boîtes, où il n'y avait pas de presse, pas de journaux. La presse lesbienne est beaucoup plus récente que la presse homosexuelle masculine.

Brigitte : Je suis persuadée qu'il y a des femmes de 50 ans qui auraient pu te dire "on en n'a rien à foutre".

Catherine : Moi je crois qu'il y a eu un état d'urgence. On avait 20 ans quand on a créé le *GLH*, le *FHAR*. Si la nouvelle génération avait connu cette oppression, elle aurait milité. Moi, j'aurais 20 ans maintenant, je ne ferai rien.

Jean Dumargue : Si on parle du quotidien, il ne faudrait pas non plus oublier, dans notre réflexion, les petites villes de province ou même la campagne. Et dans les petites villes de province, on peut en citer un certain nombre sur l'ouest, où en 68-70-75, il n'y a pas eu de mouvements militants. Donc, tout le milieu homosexuel de ces régions-là n'ont même pas ce passé militant. Ils ne cherchent pas non plus actuellement de solutions nouvelles à la façon qu'ils ont de vivre. Dans ces petites villes il y a une stagnation qui s'est perpétuée. Des choses ont changé pour les hommes dans la mesure où, par exemple, l'accès à une presse homosexuelle masculine peut se faire dans les kiosques de gare, chez certains marchands de journaux, donc une information. En tant qu'enseignant, ce que je peux dire, c'est que des élèves homosexuels que je peux avoir, qui ont entre 16 et 20 ans, ne cherchent absolument pas à ce qu'il y ait un mouvement structuré. Ce qu'ils voudraient simplement c'est se rencontrer et créer un tissu relationnel. La militance était une attitude adaptée à un certain mode de répression. Ils s'en foutent. La répression n'existe plus, en tout cas telle que nous l'avons connue. Ce qu'ils veulent, c'est un réseau. Et le modèle de ce réseau, ils l'empruntent au réseau adulte ayant 50,60 ans. Et dans les petites villes de province il y a une proximité de fait entre les jeunes qui viennent draguer et les anciens qui leur proposent un modèle. Dans ma ville, il y a un groupe de filles qui s'est constitué et qui ignore totalement qu'il existe un réseau lesbien dans les grandes villes ou qu'il y a des boîtes. Et quand on évoque les boîtes devant elles, ce n'est pas pour elles quelque chose d'enthousiasmant.

Brigitte : Il y a les jeunes et il y a les vieux, d'accord. Et il y a tout ce qui ne nous concerne pas. On pourrait aller plus loin sur le quotidien. On pourrait parler aussi au niveau "classes sociales" parce que ça me tient à cœur. Vit-on de la même manière quand on gagne le SMIG ou quand on est prof d'université ou ingénieur? Ce sont des réalités qui nous interrogent. Vit-on de la même manière l'homosexualité quand on est d'une ethnie différente des blancs? Il n'y a pas que les jeunes. Il y a tout ce qui vient par le biais et le pouvoir du modèle mâle hétérosexuel blanc et riche

Jacques Fortin : Moi, je vois beaucoup plus nos problèmes clefs à l'heure actuelle en terme de problématique au-delà des moyens déplorables dont nous jouissons à l'heure actuelle. Et si le commerce est effectivement un commerce bête (oui il peut y avoir un commerce intelligent) cela ne veut pas dire que le commerce doit être la règle. Quelle dérive n'est-ce pas ! Par ailleurs, je crois qu'on est tous d'accord ici pour dire qu'à partir de "l'aveu " il y a une démarche, une stratégie, mais en fait il y a plusieurs stratégies sur l'homosexualité. Quelle stratégie avoir ? Il y a ceux qui parlent de masculinité, et d'autres qui disent: Bon, il faut peut-être ne pas forcément mettre constamment en avant cette étiquette d'homosexuel. Je crois qu'en fait il y a autre chose qui se pose maintenant, et qui ne se posait pas il y a deux ou trois ans. Par exemple, concernant la création n paraît qu'il ne se passe rien du côté de la création. Je ne suis pas d'accord. Je crois qu'il s'y passe beaucoup de choses, dans le domaine de la création en général, autant au niveau cinématographique que littéraire ou autres, ne serait-ce que la création qui se produit dans cette *Université d'été*. Ce type de création se définit par rapport à une société. Il y a des créateurs dans la danse, la littérature, le cinéma qui vont très loin et font ainsi avancer beaucoup l'homosexualité dans l'acceptation, disons dans sa façon de présenter.

Jean Le Bitoux : Je suis content que tu dises ça. On peut citer "*L'Homme Blessé*", et c'est vrai que c'est une histoire de passion homosexuelle sans homosexuels. Il est bien évident qu'il est important que l'homosexualité, ou ses signes culturels, continue à s'intégrer dans le tissu culturel. Par ailleurs, lorsqu'on parle de masculinité on n'interpelle pas le comportement de chacun pour dire qu'il faut oublier d'être homosexuel parce qu'il faut être homme ou femme au lieu de lesbienne. Ce serait un dérapage, ou ne parlerait pas de la même chose.

Geneviève Pastre : On peut partir du lesbianisme pour faire quelque chose, regarder depuis le lesbianisme vers l'extérieur. Par exemple, la lutte pour l'abolition des mutilations sexuelles. C'est 80 millions de femmes qui sont excisées, auxquelles on retire le clitoris. Dans ce groupe où je suis, il y a des lesbiennes avec des femmes hétérosexuelles, et nous avons trouvé une manière à nous de poser le problème de la mutilation des femmes, même si je puis regretter d'être dans une structure hétérosexuelle de femmes pour lutter contre ces mutilations.

Alain Huet : Par ailleurs, une des forces du FHAR au **début- mises** à pan les rencontres qui créaient des prises de conscience locale. C'était toutes les actions collectives qui se faisaient vers l'extérieur. Les débats idéologiques qu'on avait s'approfondissaient à l'épreuve des batailles qu'on menait tous azimuts. Actuellement, il n'y a plus de bataille globale vers l'extérieur, le milieu homosexuel semble ronronner. J'étais intéressé par la convergence possible avec les luttes anti-racistes, cela me semblait fondamental.

Jacques Fortin : *L'Université d'Eté* nous permet un contact concret avec une réalité provinciale, locale de gens qui n'ont pas l'intention de vivre de ça, mais qui ont néanmoins le souhait de créer de tels moments. On n'a pas encore tiré notre bilan. En tout cas, il est hors de question de faire un collectif national d'*Université*, parce que c'est une université locale où compte le fait que des gens de tous les jours, qui ne sont ni des artistes ni des penseurs, s'investissent pour essayer de créer un certain type d'atmosphère. Par contre l'investissement artistique, l'investissement intellectuel, de recherche.... Nous sommes incapables de le faire dans l'état actuel des réalités issues du mouvement homosexuel.

Jean-Pierre Joecker : Je crois qu'il faut aller plus loin. Le mouvement n'est plus tourné vers l'extérieur ? Tu as sans doute raison, mais je crois à une évolution profonde dans les années 80 où il y a beaucoup de choses qui se font entre les homosexuels et l'extérieur. Il ne faut pas raisonner uniquement à partir du mouvement. Maintenant, la présence de l'homosexualité à la télévision est chaque jour flagrante. C'est à dire que maintenant dans les médias, dans la culture, il y a constamment référence à l'homosexualité et pas uniquement pour des raisons commerciales, mais également parce que qu'un certain nombre de créateurs en sont porteurs. C'est cela qui est déterminant et qu'il faut analyser.

Jean Laitat : Même chose pour le débat "Maternité, Paternité", qui n'est pas spécifique. Nous ne pouvons plus en rester à des termes étroitement homos. Même chose pour les grands domaines de nouvelles créations, de nouvelles images, de nouveaux modes de communication, ce n'est plus quelque chose de spécifiquement homosexuel.

Jean Le Bitoux : Toutes les formes traditionnelles de la culture homo arrivent à leur épuisement formel. Déjà il y a des formes tout à fait nouvelles, modernes qui demandent une technicité plus forte et pas uniquement une sensibilité ou un décalage qui enrichit. A ce niveau là il y a quelque chose qui nous échappe encore.

Jean-Pierre Joecker : La création n'est pas une question de technicité. Dans la création, il y a des spectacles qui mettent en scène l'homosexualité, ce n'est pas forcément de vieilles recettes.

Jacques Vandemborghe : Je plaide pour un développement des services face à une communauté qui a encore des manques, et pour une appréhension du monde de l'image et des discours. Mais nous ne sommes pas devant une communauté qui n'aurait besoin que de services. Au-delà, il y a une reformulation des rapports sociaux. Je suis frappé de voir comment au niveau Européen, de nombreux juristes réfléchissent sur la question de la non-discrimination, qui est une question fondamentale dans l'organisation de notre société démocratique. A travers cette qualification juridique, on peut toucher des communautés différentes. Nous devons inventer de nouvelles formes d'intervention, beaucoup plus larges, pour une reformulation des rapports sociaux.

Jacques Fortin : A certains moments, lorsqu'il est important de réagir, il faut un minimum de coordination. Certaines crises relèvent peut-être du surcroît de bureaucratie. Elle peut se révéler réelle dans les mois qui viennent. On pourrait aussi trouver deux moments dans l'année où toute une série d'initiatives se rencontreraient et travailleraient sur les différents thèmes (les médias, les moyens de communication, la création artistique). Si on prend l'exemple des émissions de radio qu'il y a un peu partout, il n'y a jamais d'échange d'expérience. A l'heure actuelle, ces émissions relèvent du tour de force. Il y a aussi des débats qui peuvent nous traverser sur des questions importantes. L'Université sert un peu à cela tous les deux ans, pour ceux qui y viennent. Mais il y a des problèmes qui se posent avec l'explosion parisienne, et tout le flot d'agressivité hérité du passé qui bloque la situation alors qu'ailleurs, dans les régions, il y a l'isolement. Ce localisme est en même temps un appauvrissement. D'autres peuvent vouloir faire, c'est leur droit, un organe national regroupant des groupes militants et des individus. C'est une des urgences pour que circulent la créativité, les réflexions; les expériences. On parlait de consensus tout à l'heure, ce n'est pas très approprié parce qu'il y a des différences politiques, économiques, sociales, qui se sont introduites dans la communauté gaie au fur et à mesure qu'elle s'est développée dans ces dernières années et cela produit des césures graves. Et la difficulté c'est que cette convergence ne soit pas la reconduction de la situation actuelle. Comme dit le MRAP: "Il faut arriver à vivre malgré nos différences".

Alain Sanzio : J'aimerais revenir à ce qui a été la stratégie du mouvement homo depuis *Arcadie*. On parlait de l'affirmation homosexuelle. Il y a eu la version douce d'*Arcadie* (on est bien gentil, acceptez-nous). Une plus provocatrice, fut celle du *FHAR*. Dans tous les cas de figure, ces différents mouvements parlaient de la revendication du concept d'homosexualité, demandant notre reconnaissance. On ne pouvait sans doute pas faire autrement à l'époque. De toute façon, on n'a pas réfléchi à la manière dont on allait sortir du placard. Nous avons revendiqué d'être pédés et fiers de l'être (je ne suis pas sûr d'une version au féminin). Notre histoire s'est ouverte de façon spectaculaire à partir du *FHAR*, dans les années 70. L'ordre social était à la base de notre oppression. On acceptait donc l'étiquette homo, une étiquette qui précisément était, je crois, la principale source de notre enfermement. On ne sait pas du tout si on aurait pu faire autrement. La question que je voudrais poser, c'est celle que nous posons à Masques depuis 6 ans: quelles sont les limites de cette stratégie, de cette ligne politique? Cela me semble finalement ne pouvoir déboucher que sur la tolérance, avec la conviction que la société hétérocrate n'acceptera jamais d'intégrer les homosexuels. Depuis, on nous a fait une petite place, on l'a prise, et on ne peut que s'en féliciter. Mais la tolérance devient la principale limite de notre situation. Alors se pose le problème de quelque chose d'autre, d'un saut à opérer pour essayer de s'attaquer aux racines de notre oppression, c'est à dire au découpage social des hommes et des femmes entre

homos et hétéros, qui me paraît être un découpage absurde. Ce découpage ne rend absolument pas compte de la multiplicité des désirs, de l'humain. Ce découpage est réducteur et mutilant. Mais on ne va pas demander gentiment aux hétéros de ne pas nous traiter d'homos. Par contre à partir de ce que l'on est, de notre affirmation, on peut questionner la société, lui apporter ce qu'on a été capable d'inventer en 15 ans, en termes de création, d'expériences, de mode de vie, bref tout un rapport à l'existence auxquels les hétéros n'ont pas accès précisément parce qu'ils sont enfermés dans le carcan familial. Mais l'hétérosexuel évolue, c'est probablement d'ordre historique, et un jour ce découpage homo/hétéro qui nous enferme, et qui est la racine du ghetto, sera mort. C'est dans cette perspective que l'on devrait rebondir aujourd'hui.

Gérard Bach : Je voudrais savoir ce qu'implique concrètement ce discours qui a l'air de s'imposer à travers ce débat. Si l'on va jusqu'au bout de ce raisonnement, le numéro de *Masques*, sur les années 80, est le dernier.

Alain Sanzio : Le fait d'avoir une fraction de notre personnalité qui soit homosexuelle n'implique pas pour autant qu'il s'agit d'un élément essentiel de notre identité. Mais comment peut se faire cette mutation ? Est-il nécessaire que subsiste un certain nombre de lieux spécifiques et d'interrogations, ou faut-il se dissoudre dans l'ensemble du corps social ? En fait, nous sommes dans une période intermédiaire. A cet égard, je trouve que cette université est relativement peu ouverte, peu de non-homos ont été invité à nos débats. Une confiscation risque de s'instaurer, car ce n'est pas parce qu'il y a des comportements homosexuels chez un individu qu'il s'identifie automatiquement comme "homme homosexuel". Il faut faire une distinction entre l'homosexualité, homosexualités, et ceux qui s'identifient ou non à certains comportements. Faute de quoi on risque de persévérer dans une confusion peu moderne.

François : Je réclame le droit à la différence. Je trouve aberrant de vouloir nous faire rentrer dans une masculinité (ou féminité) banalisée. C'est réduire et pas du tout avancer. Nous ne sommes pas des hommes, mais des homos.

Jean Pierre Joecker : C'est vrai que le sous-titre de *Masques*, c'est "Revue des Homosexualités". Ce n'est pas "revue des homosexuels". La revue en est peut-être à l'aboutissement de six ans de réflexion. Nous ouvrons nos colonnes à des collaborateurs sans leur demander de passeport homo. Et puis, est-ce que le regard de l'homo sur la société, sur les modes de vie, n'est pas plus important que simplement rendre compte du vécu ou dire uniquement l'homosexualité ? La culture ou par exemple le cinéma, vont beaucoup plus loin dans le bouleversement des codes et des schémas des sexualités mais également d'amour, au masculin ou au féminin. Pourquoi des gens comme Fassbinder ont-ils fait tant crier les homos ? Ils ont parfois organisé en Allemagne des manifs contre ses films qui montraient l'envers du décor de l'homosexualité. On attend souvent le bon film, bien rose, qui représentera des homos sans tache. Le film de Chéreau "*L'Homme Blessé*" est effectivement important car il permet à des individus de se reconnaître dans leur amour, à partir de la passion et non à partir de codification de l'homosexualité.

QUELLES OPPRESSIONS AUJOURD'HUI ?

Jacques Vandemborghe : Je me suis interrogé de façon générale sur "quelles oppressions aujourd'hui", en France surtout Je dirais que si François Mitterrand demandait aux homosexuels s'ils ont aimé le film, ceux-ci ne pourraient répondre que "oui". En effet, le bilan législatif est tout à fait positif. Il n'y a plus en France de répression du comportement homosexuel.

L'article 331, alinéa 2 qui était le principal instrument de répression du comportement homosexuel a disparu. Des tas d'autres articles ont disparu du code pénal. Je ne rentre pas dans les détails. Une loi protégeant les mœurs vient d'être votée. Restent malgré tout quelques trous dans cette législation qui concernent la nudité et la jeunesse mais nous en parlerons tout à l'heure car il ne s'agit pas directement là de répression du comportement homosexuel. Cette attitude gouvernementale de décriminalisation de l'homosexualité et de non-discrimination du comportement homosexuel participe du mouvement qui, disons, touche l'ensemble de nos démocraties occidentales et, en particulier, nos démocraties européennes. Nous connaissons le fétichisme du gouvernement socialiste vis-à-vis du droit et des lois. Celui-ci, en effet, a fait un gros travail en reconnaissant l'autorité de la cour européenne des droits de l'homme, ce qui n'avait pas été fait en dix ans, et en appuyant toutes les tentatives couronnées de succès faites au parlement européen ou au conseil de l'Europe concernant la décriminalisation de l'homosexualité. Ainsi, le gouvernement actuel en France a adopté une attitude visant à éliminer toute oppression du comportement homosexuel. Néanmoins, subsiste un problème.

La loi n'est pas tout il y a aussi l'attitude de la justice, la jurisprudence. L'application judiciaire de ces lois relatives aux mœurs doit être examinée de façon très pointilleuse. De nombreux rapports sur l'application de la loi interdisant la discrimination sur la base du sexe montrent qu'il y a détournement de l'esprit de ces textes par certains juges dans les affaires relatives à l'égalité des femmes ou au respect d'égalité des communautés ethniques en France. Symboliquement donc, l'oppression générale n'existe plus, et pourtant elle se réfugie dans l'attitude institutionnelle. Cela ne vaut pas que pour la justice. Il suffit pour s'en rendre compte de voir comment, dans les débats qui ont eu lieu lors de l'abolition de l'article 331 alinéa 2, l'ensemble des partis conservateurs amis en exergue la séduction des mineurs, disant que le danger de ne pas réprimer pénalement l'homosexualité était un danger vis-à-vis des jeunes. Foyer disait "Rendez-vous compte, l'attitude d'un père, la douleur d'un père lorsque son enfant de 15 ans sera sodomisé par un vieux monsieur de 60 ans". Bref, l'exploitation du tabou de la sexualité des jeunes. Les jeunes enfants n'ont pas de sexe dans le cadre de l'attitude socio-culturelle et religieuse de notre civilisation occidentale. Même chose en ce qui concerne la nudité. L'outrage public à la pudeur, et disons toutes les pénalisations du comportement qui affirme sa nudité, sont toujours tabous en France.

D'autre part, je voudrais vous parler un peu des institutions sociales, et notamment de la religion. En matière religieuse en France, que ce soit la religion, juive, islamique, catholique ou protestante, le comportement homosexuel demeure toujours condamné plus ou moins fortement selon les textes. C'est l'oppression des homosexuels par une nonne définie par l'institution religieuse. Je voudrais parler d'une autre question qui est celle de réclamer des droits pour les homosexuels: le droit au concubinage, le droit à la carte SNCF, le droit au logement, le droit à des réductions diverses, le droit au mariage, le droit à l'adoption, le droit à la transsexualité, le droit à l'insémination artificielle etc. Pour ma part, je trouve que cette formulation n'est pas exacte.

Les homosexuels n'ont pas à réclamer des droits qui leur seraient particuliers pour simplement bénéficier de droits, qui sont les mêmes droits que les autres citoyens. Les homosexuels ne veulent pas être reconnus en tant que concubins. Ils veulent un certificat de concubinage pour pouvoir bénéficier de

prestations de sécurité sociale. Il ne s'agit pas de revendiquer des privilèges, mais d'être bénéficiaire de certains moyens financiers, des mêmes avantages que les autres catégories sociales. Il y a aussi un travail qui doit être fait en matière d'héritage, de droit à la succession. De par notre façon de vivre, nous avons les plus graves difficultés à pouvoir léguer aux personnes que nous aimons nos biens, à pouvoir conserver la mémoire de nos œuvres et de les léguer, soit à des personnes particulières, soit à la communauté en général. Il s'agit de montrer qu'il n'y a pas que la filiation hétérosexuelle qui serait la voie royale, logique de passation des biens, mais qu'une partie de la population a des modes d'existence spécifiques et que le système de l'héritage doit être adapté, modernisé en conséquence. D'où le projet d'une Fondation qui a pour objet de garder la mémoire de notre communauté et donc qui s'attaque directement, **pour les réformer**, aux droits de l'héritage.

Enfin, parler d'oppression, ce serait également citer la question des parcs et jardins et du harcèlement policier des municipalités, parler aussi du harcèlement politique, lorsqu'on voit, par exemple, le conseil de Paris poser une question sur le danger à ce que *GI*, le magazine de David Girard, affiche ses "unes" des journaux près des lycées...

Geneviève Pastre : Je voudrais parler de la nécessité de créer par nos propres moyens notre patrimoine, de maintenir, de créer un lieu des archives et un lieu de consultation.

C'est l'objet de l'association que nous avons créée à quelques uns. Il s'agit de l'association *Fondation mémoire des homosexualités*. Il y a des lieux d'archives lesbiennes dans le monde entier et des archives homosexuelles masculines. Notre projet s'est mis lentement en place il y a un an et demi. Ce n'est pas vraiment une fondation car il faut avoir un million de nouveaux francs. Cela nous a semblé important, car les homosexuels ont des manuscrits, des lettres ou des ouvrages avec des droits d'auteur, des biens immobiliers. Mais cette fondation concerne essentiellement la culture en général. Pour cela, nous souhaitons un lieu. Nous avons pris des contacts avec la bibliothèque nationale qui va nous donner des exemplaires de tout ce qui paraît et qui est homosexuel. Nous avons également démarché la municipalité de Marseille.

L'objectif c'est de faire cesser la lapidation de notre culture au sens large, par des familles qui cachent ou refusent de rendre publique des expressions de culture homosexuelle, de certains membres de leur famille. Les réticences à nos démarches sont assez morales. Est-ce que c'est une bonne image pour une bibliothèque d'avoir un fond spécialisé sur l'homosexualité ? Enfin, le projet avance. C'est un projet qui intéresse beaucoup de gens à la fois, homos et hétéros. Car notre oppression n'est pas seulement une oppression extérieure, légale en matière d'éducation, de justice, elle l'est aussi en matière culturelle. Il est capital que ces archives soient mixtes parce que nous subissons la même oppression. C'est une interrogation mutuelle qui est tout à fait convergente. J'ai vu des archives lesbiennes à Berlin. Elles sont entrain de se laisser dépasser par la classification, et c'est pourquoi ce projet doit-être très professionnel. Aux Etats-Unis la plus grande bibliothèque homosexuelle (qui existe depuis 1954) du monde contient 21000 volumes. Tout est mélangé si bien qu'il est impossible de faire des recherches. Ils ont décidé d'informatiser mais cela va prendre entre deux et trois ans.

Jean Le Bitoux : Au printemps dernier, la Préfecture de Police de Paris a décidé que les "Backrooms" étaient des lieux de débauche publique et qu'il s'agissait donc de les fermer. Certains commerçants ont obéi avec empressement. D'autres sentirent une résistance qui devait finalement finir par s'avérer rentable. En effet certaines "backrooms" tiennent toujours. L'argument politique était qu'il ne s'agissait nullement là d'une curiosité malsaine anti-homosexuelle puisque que les boîtes d'échangisme hétérosexuelles seraient closes de la même manière. Une enquête approfondie dans Libération de Laurent Gally devait indiquer qu'il ne s'agissait en réalité que d'un simple alibi. La police, les loubards et les pédés ont toujours eu les pires rapports parce qu'entre autres ils tentent de se partager le royaume de la nuit. La police, un moment tenue par Defferre et sa circulaire, avait mis la pédale douce sur les contrôles d'identité et les descentes dans les boîtes.

L'affaire des backrooms

Cette affaire indique que la préfecture de Police en revient à sa curiosité nerveuse d'antan et entend bien légiférer comme bon lui semble sur la nuit gaie. En fait, je ne devrais pas dire la police mais certains éléments de la police, certaines sections et certains commissariats tout à fait zélés. Il n'empêche qu'aujourd'hui le pouvoir socialiste reconnaît implicitement ces bavures et cette affaire des "backrooms" montre qu'il ne tient plus sa police et ne jugule pas longtemps les plaisirs nocturnes de ses flics en goguette. Les exactions en la matière recommencent. Alors que pouvons-nous faire aujourd'hui, alors que demain la préfecture risque d'être en phase avec un pouvoir qui, s'il est de droite, prendra encore moins de précautions envers la minorité homosexuelle. il y a cinq, six ans de nouveaux commerçants gais sont apparus et ont réussi à desserrer l'étau d'une coercition encore plus occulte à savoir celui de la Mafia. Aujourd'hui le temps des troubles semble revenu avec la perte récente de la déontologie de certains nouveaux lieux, ainsi que l'époque des rapports occultes entre commerce gai, flics et mafia. Trois incidents récents illustrent cette impression. Le plus récent, c'est l'incendie du plus grand sauna gai européen qui est le Continental à Paris, par deux personnes qui ont ligoté le gardien et mis le feu. Bref une opération de mafia tout à fait classique. Quel était donc le chantage qui était derrière? On ne le sera jamais. La presse gaie n'a pas fait son travail d'enquête sur la question.

Deuxième exaction, le *Broad*. Cette boîte a eu un certain succès au début de sa carrière nocturne et s'est retrouvé très vite avec des bombes. Là aussi l'enquête n'a pas été très loin. Plus dernièrement de petits incidents mineurs comme le cambriolage par deux fois d'un petit bar tout à fait sympathique des Halles qui s'appelle le Duplex. Depuis fort longtemps, la Mafia a toujours pensé qu'il était extrêmement rentable d'exploiter des minorités sexuelles. Sans parler bien évidemment des traditions connues, qui peut-être en France sont moins fortes qu'en Italie, ou qu'aux Etats-Unis, qui sont les "couvertures", les protections, les enveloppes, quand ce ne sont pas les simples "tolérances policières. Il y a des bars à Paris qui ouvrent tard la nuit sous simple tolérance de commissariat. Comment payent- cette tolérance ? Nous n'en savons pas plus, même si nous pouvons le deviner.

Toute tolérance indique une liberté surveillée. Est-ce que le mouvement homosexuel s'est posé toutes ces questions qui mélangent le pouvoir policier et l'argent ? Jamais. Et pourtant ce sont des espaces que nous reconnaissons, dont nous avons besoin. Michel Foucault en discutait il y a quelques années et disait que le principal problème de l'homosexualité dès qu'elle accède à un lucratif, se devait de vérifier la circulation de l'argent, à l'intérieur de cette minorité. L'enjeu semble trop lourd pour le mouvement homosexuel pour maîtriser, à tout le pour en savoir plus, voire pour

oser dire les choses. Même chose pour l'espace de la nuit qui manque de vigilance de notre part. Cet espace est voisin de celui de la prostitution, et on ne s'en occupe pas du tout comme si le mouvement homosexuel avait le bon vieux tabou de considérer que c'est une chose toute à fait vilaine. Pour ma part, je pense que la prostitution est un droit, je pense par contre que le proxénétisme, qui existe aussi dans la prostitution masculine, est une chose qui doit-être dénoncée violemment. Nous manque une éthique par rapport à certains aspects qui bénéficient un peu trop à mon avis d'un clair-obscur qui arrange trop de gens, externes mais aussi internes à la communauté.

La police et nous

Si on en revient à la police, il nous apparaît utile aujourd'hui de structurer deux groupes de pression par rapport à ces ingérences. D'un côté un groupe en projet, très souhaitable depuis longtemps, qui concerne un syndicat de commerçants gais et son symétrique, une sorte de syndicat de consommateurs gais qui pourrait nous dire en

quoi tel ou tel bar sur ses prix ou sur certains ostracismes, ne mérite pas la confiance des consommateurs, etc. Ces deux structures permettraient de créer une résistance, en terme de sécurité et de refus d'ingérence à la fois de la police et de la mafia sur la vie nocturne gai, et du côté des consommateurs, en termes de services, où nous aurions notre mot à dire. La notion de sécurité est à exiger. Par exemple, comment se fait-il qu'il y a deux mois, dans une boîte célèbre, sous le couvert de recherche d'un suspect dans un crime crapuleux, une descente de police a eu lieu, qui n'a même pas été notée sur le carnet du commissariat concerné ? Nous avons eu la confirmation du Ministère de l'Intérieur que cette descente n'a pas été notifiée. A terme, il faudra riposter en procès, en boycott face aux boîtes si elles continuent à ne pas avoir cette référence éthique et cette contre-offensive par rapport à l'ingérence de la police et de la mafia. Parfois les homosexuels sont d'une docilité ou d'une ignorance de leurs droits qui est assez dangereuse. Et je pense qu'il y a de quoi porter plainte comme lors d'une certaine descente de boîte où des homosexuels qui sortaient de la boîte étaient photographiés de façon tout à fait naïve par des policiers qui étaient là.

Enfin, il est bien évident que les backrooms tombent complètement sous le coup de la loi. Rappelons-nous l'affaire du Manhattan en 79/80 où des policiers déguisés en "amis" ont débarqué dans cette boîte. Ils se sont aussitôt dirigés vers la backroom, ils ont allumé leurs lampes-torches et ils ont constaté des outrages publics en pleine obscurité. Bref ils ont créé le délit qu'ils étaient censés venir constater. La direction du Manhattan est allée en cassation mais la police n'a pas été inquiétée ni contredite dans ce type de méthode.

Enfin, je pense que la question des fichiers peut réapparaître un jour. Les fichiers n'ont pas été remis à jour ces temps-ci puisque les pouvoirs publics ne semblent pas d'accord. Le groupe de contrôle de la police a été dissout sur l'ordre de Defferre. Le sénateur Caillavet prétend que le fichier homosexuel a bien été détruit, mais on en est pas très sûr. Les fichiers permettent des pressions, des chantages ou des scandales politiques potentiels. Alors avant, on disait: "La police nous surveille, surveillons la police". Je crois qu'il faut absolument le faire. Nous avons une mission de protection de la communauté gaie et c'est sans doute au mouvement de s'en occuper. Pas faire uniquement des procès défensifs mais on le voit dans l'affaire d'Eliane ou dans l'affaire d'Elchinger, aller très loin dans les procédures, bref attaquer les institutions qui nous attaquent car c'est le meilleur moyen de se protéger.

Michel Vincinneau : Pour ma part je voudrais vous parler de deux affaires. Une (qui est en cours devant les juridictions belges) s'occupe du droit de la famille en mettant en cause un homosexuel père de famille. La deuxième (qui me concerne directement) montre combien les mœurs actuelles

Le père de famille

Cet homme s'était marié. Il a deux enfants, deux garçons qui ont maintenant 9 et 11 ans. Il y a quelques mois sa femme et lui ont décidé de divorcer, par consentement mutuel. Sa femme connaissait son homosexualité et semblait la supporter. Elle avait décidé d'accorder au père de famille un large droit de visite, de deux week-end par mois. Il devait également passer avec eux la moitié des vacances scolaires. Ca lui faisait à peu près 80 jours de vie par an en commun avec ses deux enfants. Ce qui est remarquable dans cette affaire, c'est que ce père vit avec un ami, homosexuel et divorcé également et qui a reçu la garde de ses deux filles. Peu après le divorce, la mère a changé d'avis et s'est adressée au Tribunal de la Jeunesse qui a accepté de réduire ce droit de visite en fonction de l'homosexualité du père. En effet le Tribunal de la Jeunesse reproche au père d'avoir vécu son homosexualité de manière patente mais dans la même foulée, le tribunal reconnaissait que l'enquête sociale avait prouvé que ce père de famille était un bon père de famille. On précise bien que les ébats avec son ami sont discrets. Voilà jusqu'où on est allé dans la précision. Néanmoins le tribunal a considéré qu'il fallait offrir à ces enfants le "spectacle des lois naturelles de la vie" avant de leur en montrer l'exception. Evidemment, cet homme avait été très mal défendu par des avocats.

Certains ignorent encore la convention européenne des droits de l'homme. Cette affaire est donc en appel à Mons. Il n'y a plus aujourd'hui en Belgique de loi discriminatoire contre les homosexuels. Il faut donc voir comment les magistrats finalement, au nom de la conception morale, manipulent le droit pour interdire à un homosexuel un droit de visite à ses enfants, ce qui est la chose la plus normale et la plus humaine qui soit. Cette histoire a fait pas mal de bruit, y compris dans la presse non-homosexuelle, et on peut déboucher sur un accord qui donne satisfaction au père et qui le rétablit en tout cas dans un droit de visite équivalent à celui qu'il avait conclu avec sa femme initialement.

Les moeurs

L'autre affaire dont je voulais vous parler est beaucoup plus caricaturale. En 1979 un ami qui habitait Anvers vient me trouver et me dit: "Écoute j'ai l'intention d'ouvrir un sauna à Anvers, un endroit où on puisse faire l'amour comme dans tout sauna homosexuel mais je veux faire plus, un endroit d'accueil, un endroit où les gens puissent se sentir bien". Ce projet m'a emballé. Il me demandait si je ne pouvais pas lui accorder un soutien financier. Nous avons alors mis les choses au point. Avec trois choses à éviter absolument : la présence des mineurs, celle

des prostituées, et tous trafics de drogue. Ce sauna s'est ouvert et a fonctionné sans problème pendant quatre ans. Et puis je rencontre un garçon qui m'intéresse beaucoup et qui devient mon ami et tous les deux nous nous demandons pourquoi ne ferions-nous pas la même chose à Bruxelles. Avec des installations diverses pour faire de la gymnastique, une piscine, un service documentation, un ciné-club, enfin de façon à élargir l'éventail de loisirs et de possibilités qui seraient offertes à chacun. Nous avons donc entrepris de créer un tel sauna. Nous l'avons ouvert en novembre 1983. Il a été fermé en mars 1984, sous prétexte de "Tenue d'une maison de débauche". En décembre 83, une lettre anonyme avait été envoyée au Parquet d'Anvers, décrivant ce sauna comme un endroit d'orgie sauvage. Il y était écrit qu'on y recrutait de jeunes prostitués qu'on mettait à la disposition de vieux messieurs, un endroit dans lequel la drogue était en vente libre. Le parquet d'Anvers, qui connaissait ce lieu depuis quatre ans, n'a absolument pas réagi. Nous avons appris par la suite que la police et la gendarmerie ont surveillé le sauna pendant deux mois et demi, relevant les numéros des plaques des voitures des gens qui le fréquentaient. A la fin, ils ont laissé tomber. Ils n'ont même pas pris la peine de convoquer mon ami, qui en était le directeur, et donc le responsable. Mais cette lettre anonyme faisait vaguement allusion qu'un lieu identique venait de s'ouvrir à Bruxelles.

Le Parquet d'Anvers a envoyé une copie de la lettre à celui de Bruxelles, et là cela a été la grosse offensive. Nous avons eu un soir droit à la visite de la BSR, Brigade Spéciale de Recherche, ceux qu'on lance sur les gros coups, style terrorisme, grands cambriolages, meurtres sanglants. Lors de leur descente, ils ont forcé une porte de cabine dans laquelle deux jeunes personnes se livraient aux ébats que vous imaginez. Ils ont contrôlé les identités de tout le monde, et puis ils ont emmené mon ami. Je leur ai signalé que j'avais les mêmes responsabilités que lui, dans cette affaire, et que s'ils l'emmenaient, il fallait m'emmener aussi. Nous avons été interrogés, et avons alors appris l'existence de cette lettre anonyme et les charges qui pesaient sur nous (proxénétisme, détournement de mineur et drogue). Rudy mon ami a été retenu, et on m'a laissé en liberté une semaine, que j'ai mise à profit pour réunir des témoignages (environ une centaine) qui disaient: "Notre fréquentation de ce sauna relève de notre droit à la vie privée et de toutes façons nous n'y avons jamais vu trace de mineurs, de prostitués ni de drogue. Nous sommes disposés à en témoigner en justice lorsqu'il le faudra". J'étais persuadé que ce malentendu allait se dissiper assez rapidement. Une semaine après, j'étais convoqué à la BSR. On m'a dit que ce qui se passait là était de notoriété publique. On me dit qu'on va me déférer devant le juge. Je passe quatre ou cinq heures dans les locaux du Palais de Justice. Notre entretien a duré un quart d'heure. J'ai à nouveau revendiqué la notion de vie privée. Le juge s'est alors exclamé: "Nous ne sommes pas en Hollande ici" et m'a inculqué comme tenancier de maison de débauche. Il a rajouté: "Votre arrestation va faire un boum à l'Université". Evidemment ça a fait un boum, mais plutôt à un boomerang. Donc je me retrouve en prison. Il se fait que lorsqu'un mandat d'arrêt est décerné, il doit être confirmé dans les jours qui suivent, après comparution devant ce que l'on appelle la Chambre du Conseil. Rudy, de son côté, s'était entendu dire de la part du juge d'instruction: "Vous n'avez fait aucune étude, vous êtes vraiment trop bête pour ce genre d'établissement", rajoutant "Mais enfin Monsieur, vous n'allez pas me dire que les homosexuels puissent être des hommes propres! ".

Lorsque la chambre du Conseil a confirmé le mandat d'arrêt, il y a eu un recours, celui d'aller en appel devant la Chambre des Mises en Accusation.. Je me retrouve alors devant un magistrat dont tout le monde me disait que c'était un homme très honorable. Je me permets alors devant lui de m'interroger sur la notion de débauche, mot négatif, dont je ne trouve pas l'équivalent positif, à moins que ce soit la liberté. Il confirme le mandat d'arrêt, écrivant que je suis "un personnage particulièrement dangereux" parce que je remets en cause des règles morales en vigueur dans notre société, qu'en outre je revendique les faits qui me sont reprochés, faits impliquant nécessairement la présence de drogues et de mineurs dans ce sauna. Alors que le juge d'instruction avait reconnu qu'il n'avait trouvé aucune trace de tout cela. Nouvelle comparution, nouveau maintien en détention, résultat: Rudy y a passé neuf semaines, et moi huit.. C'est finalement le tribunal correctionnel lui-même qui a décidé de nous libérer, manifestement eût égard au peu de charges qui pesaient sur nous. Il y a quelques semaines, le jugement est tombé: c'était l'acquiescement. Voilà une histoire belge bien dure, cruelle, où l'imprécision d'un code pénal sur la notion de débauche peut nous mener.

Lorsqu'on lit les travaux préparatoires du code de 1810, on s'aperçoit d'une façon tout à fait claire, que cet article 334 du code pénal punissait ceux qui recrutèrent des mineurs en vue de la prostitution et strictement rien d'autre. Le magistrat qui ne trouvait donc rien dans le code pénal se rabattait sur cet article 334. Il y a un curieux parallèle entre l'évolution du droit français et celle du droit belge. La cour de cassation française dans les années 1830, 1840 a déclaré que le mot "débauche" s'appliquait à la prostitution et à rien d'autre. Malgré cela la controverse dans la jurisprudence française a continué très tard, jusqu'au 20ème siècle, car on a toute une série de jugements qui condamnent des adultes qui ont eu des relations sexuelles avec des mineurs.

En Belgique, en 1844, il y a eu une énorme controverse entre Cour de Cassation et Cour d'Appel. La Cour de Cassation prétendait donner au mot débauche une interprétation extensible, tandis que la cour d'appel disait non, la débauche c'est la prostitution uniquement. Le Ministre de la Justice de l'époque a pris la position de la Cour de Cassation et a dit: " Vous donnez au mot débauche l'extension que le magistrat veut lui donner". Le parlement a dit: " Non pas du tout, si vous trouvez qu'il y a des lacunes dans le code pénal, adoptez une loi qui fixe un âge seuil pour les relations sexuelles". Quelques années plus tard, l'âge a été fixé à 14 ans.

Environ 100 ans plus tard la jurisprudence belge a recommencé à dérailler dans une série de cas mettant en cause les mineurs et les homos. D'abord certains parents ont été condamnés parce qu'ils mettaient à la disposition de leurs fils, filles, fiancés etc le lit familial, par contre d'autres qui mettaient à la disposition des mineurs la chambre d'ami qui n'était pas celle des parents, ceux-là étaient acquittés...Un hôtelier a été condamné, abritant des homos dans les chambres de son établissement. Egalement un homo qui draguait seul dans la rue a été également condamné au même titre qu'une prostituée pour "racolage sur la voie publique". Les hétéros n'y ont pas échappé. En 1978, des tenanciers de clubs d'échangistes ont été condamnés comme tenanciers de maisons de débauche. On condamne donc la forme de sexualité qui déplaît au magistrat.

Voilà les conclusions de mon livre, que j'ai étudié en tant que magistrat, étude qui s'intitule "*La débauche dans le droit, et le droit à la débauche*", travail d'écriture que j'ai eu envie de réaliser suite à l'affaire dont j'ai été victime, et que j'ai résumé tout à l'heure.

Elyane Morrissens : Je pense que l'école est un milieu extrêmement répressif. C'est un milieu dans lequel la communauté scolaire, que se soient les enseignés ou les enseignants, se sentent enfermés dans des structures rigides. J'ai enseigné pendant 25 ans. Dans nos classes, parmi nos élèves, beaucoup d'homosexuels. Sur cette question, j'avais décidé de faire un éclat. Je crois que les éclats font avancer les choses. J'ai donc participé à une émission télévisée, la première du genre en Belgique, et j'y ai dit: "Je suis homosexuelle, je l'ai toujours été, et je le vis très bien". J'ai été suspendue, radiée, virée, avec une violence inouïe. Ca m'a valu une série de procès. J'ai épuisé tous les recours internes. Ca a pris quatre ans et trois mois. Et maintenant nous venons d'intenter un recours devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme. Je ne regrette pas un instant ce que j'ai fait, je le referai immédiatement, mais il faut tout de même considérer que je le paye de l'arrêt total de ma vie active, alors que je considérais qu'il y avait tout de même des choses encore à réaliser dans mon enseignement avant la retraite.

Les jeunes n'ont pas admis les sanctions qui m'atteignaient. Mais mon affaire a fait grand bruit, surtout ma grève de la faim. Aujourd'hui en Belgique, grâce à cette affaire, il y a une évolution qui permet aux jeunes d'entendre parler de l'homosexualité dans les milieux scolaires. Moi personnellement je trouve que ça ne suffit pas. On continue à ne leur offrir qu'un seul modèle de sexualité. C'est le mariage, papa maman, la famille, alors que moi je suis convaincue que la tendance homosexuelle de l'ensemble de la population est très élevée. Et pourtant déjà l'institutrice de maternelle parle de papa maman, toute la littérature à l'usage des enfants offre ces traditionnels schémas, avec les tâches subalternes pour la mère, les tâches nobles pour le père. Mais on n'a pas vu encore de mouvements qui s'élevaient contre le fait qu'on ne parlait que du mariage traditionnel tel que la société le prône. Il y a beaucoup d'enseignants homosexuels mais malheureusement coincés, dans le placard. Ils ne se montrent pas parce qu'ils ont peur des réactions. Un enseignant qui prend la parole à la télé est jeté, mais si mille enseignants prenaient la parole, il n'y aurait aucun problème. On ne pourrait plus les virer.

Ceci dit, je suis depuis cinq ans les activités des mouvements gais en France et il me semble sentir certains essoufflements. Les mouvements gais ont été satisfaits suite à l'abrogation de l'article 331, c'est à dire la baisse de la discrimination de l'âge autorisant les relations sexuelles, pour les homos et les hétéros. Mais s'il n'y a plus de discrimination au niveau légal, il y a énormément à faire pour changer les mentalités. Je pense que les mentalités doivent se modifier en premier lieu et ce n'est qu'à partir de là qu'il y aura une extension de ce changement, que les mentalités de la société pourront changer. Je crois aussi que c'est par des actions que des gais entreprennent, surtout à titre individuel comme les procès, celui de Michel, comme le procès d'Aix, comme l'action entreprise par les lesbiennes de Nantes qui ont voulu faire reconnaître, par la municipalité, leur concubinage. C'est ça aussi qui fait changer les choses. Je crois que tout est à faire pour le mouvement gai. Or on s'aperçoit en France qu'il y a des luttes de pouvoir entre les différents mouvements. C'est pas mieux en Belgique. On a un tas de petits groupuscules sans aucune efficacité. Personnellement, je fais appel à un large consensus de tous les mouvements gais.

Je terminerai en souhaitant que cela soit un large consensus européen puisque nous allons vers l'Europe, François Mitterand y est sensible. Les Hollandais sont à l'avant-garde de l'éducation des syndicats. il y a

des groupes d'enseignants homosexuels au sein des partis, ce qui n'existe pas ailleurs. Les Flamands commencent à s'y mettre aussi. En partie francophone du pays, notre ami Alain a formé un groupe d'enseignants homosexuels. Moi je crois que c'est au niveau européen qu'on doit se bouger. Le parlement Européen est sensible à cette question. il ne faut donc pas se contenter de l'abrogation de l'article .

Jacques Vandemborghe : En matière d'éducation, ça ne s'arrête pas aux écoles primaires, secondaires ou supérieures, cela continue ailleurs, dans d'autres institutions. Il faut absolument intervenir en matière de formation, notamment policière. Des crédits importants nous ont été alloués par le gouvernement. Il faut que d'ores et déjà il y ait des psychologues, des sociologues qui puissent venir parler de l'homosexualité et du comportement homosexuel aux policiers lors de leur formation. C'est ce qui fera changer la police, plus que les directives de Defferre. Même chose du côté de l'Ecole Nationale Supérieure de la Magistrature où l'on forme des juges d'instruction du Parquet et du Siège. Il est très important que des cours soient faits sur l'homosexualité. Je sais que certains juristes sont en train de le faire.

Jean Dumargue : En 1973, j'étais postulant à un poste de directeur pour établissement de délinquants. La psychologue ayant appris que j'étais homosexuel, a réuni l'ensemble du personnel, et a demandé que je ne sois pas directeur. Cette dame exerce toujours depuis douze ans. Elle m'a dit : "Des gens comme vous n'ont pas le droit de vivre". Je pense que c'est un cas limite. Dans la mentalité des grands psychologues c'est pas mieux, quand on entend Françoise Dolto ou d'autres, ou tout le petit bétail psychologisant. Je connais un autre cas à Nantes, celui d'une psychologue de quartier qui a fait enfermer en hôpital psychiatrique, un enfant de dix ans et demi qui portait des boucles d'oreilles. Et uniquement pour cela. On a réussi à faire sortir l'enfant. Elle trouvait qu'il avait des tendances homos. C'était en 1977. On doit être vigilant, et ne pas déléguer de responsabilités que nous avons à prendre nous-mêmes. Les psychologues restent pour nous très dangereux.

Gérard Bach: Pour parler de la répression de la sexualité des mineurs je partirai pour ma part d'un exemple concret, celui des Etats-Unis où le changement politique qu'a impliqué le reaganisme n'a à peu près en rien modifié l'existence des boîtes et des quartiers gais de San Fransisco et de New York. Par contre, et sur toutes les questions d'éducation, s'est mise en place une répression extrêmement féroce. Tous les homos qui sont éducateurs ou enseignants ont été chassés de leur boulot. Alors on pourrait ici se dire: "Mais enfin nous, nous avons échappé à ça, puisque la loi a dernièrement abaissé à quinze ans l'âge de la majorité sexuelle". Mais au Parlement, il se passe des choses plus ambiguës comme il en existe souvent dans les fins de sessions parlementaires où des tas de gens déposent des choses dont on discute à toute vitesse. Ainsi, un député de l'opposition de droite a récemment déposé un amendement qui disait la chose suivante : "Il faut permettre aux associations qui défendent l'enfance martyre de se porter partie civile dans un certain nombre de cas. Alors personne n'a rien eu à objecter. Se porter partie civile, y compris dans les cas de procès de relations consentantes avec des moins de quinze ans. Alors à nouveau s'est réintroduit l'amalgame entre le viol et une relation consentante avec un enfant.

Qu'est-ce qui peut se passer concrètement avec ce genre de disposition? On peut assister maintenant à l'émergence d'associations style "légitime défense" qui pourraient porter plainte et même racketter en l'occurrence, puisqu'elles pourront obtenir des dommages et intérêts. C'est très grave en réalité, parce que j'ai souvenir de certains procès de pédophilie où ces associations essayaient d'être présentes pour se substituer à la famille quand elle hésitait à porter plainte. Là, ce type d'association peut aller jusqu'à porter à la connaissance du Parquet un certain nombre d'éléments, et s'emparer de toute la procédure d'inculpation. Le Parquet alors ne pourra pas refuser de poursuivre. Cette disposition a été votée à l'unanimité de l'Assemblée Nationale et du Sénat, toutes forces politiques confondues. Il faut dire à la décharge du gouvernement qu'il a donné un avis défavorable, mais personne ne l'a suivi. A chaque affaire qui concerne les enfants ou l'éducation, on constate aujourd'hui une plus forte répression. Nous devons y réfléchir ensemble parce que cet aspect m'apparaît très négligé au sein de nos débats et du mouvement.

Jacques Fortin : Je voudrais vous parler de l'affaire d'Aix, qui devrait également faire partie de notre réflexion. Richard était directeur d'une maison de jeunes dans un quartier deshérité d'Aix pendant deux ou trois ans. C'est un type avec une politique dynamique, de prise en charge des jeunes, dans un esprit de 68. Il se définit lui-même comme ça. Il gênait à droite comme à gauche. Il avait organisé une exposition de poésie de "gros mots" pour les enfants. Les gosses sont venus: Ca allait fort sur les bites, le cul etc. Cette exposition a suscité immédiatement une grosse polémique de la droite et la presse nationale s'y est mis. Le directeur a répondu dans le Monde en revendiquant le droit des jeunes à s'exprimer avec des mots qui sont les leurs, avec leurs fantasmes.

Puis en 1977 Aix est passé à droite. Plus de subventions pour le centre. Le président a été voir le maire: "Vous êtes fou, ce centre fait beaucoup de travail et a fait baisser la délinquance". L'adjointe, de droite, chargée des affaires sociales de la mairie a répliqué : "J'ai un dossier explosif sur lui, une histoire de débauche". Un beau jour un type se présente et déclare: "Moi j'ai vu Richard chez lui, à telle adresse, à telle date, sodomiser un enfant d'une dizaine d'années, en présence de ses parents". Cette adjointe, ravie, va voir le juge qui enquête et flanque Richard en tête. Scandale à Aix. Tous ses amis prennent la poudre d'escampette. A part son avocat, plus personne ne le soutient. Richard fait alors une dépression nerveuse

et deux tentatives de suicide. L'avocat, alors s'exclame: "mais vous n'habitez plus cette adresse depuis deux ans !" Les amis reviennent. La Ligue des droits de l'homme s'empare de l'affaire. La contre offensive enfin s'organise. Et on apprend que le témoin avait été embauché le jour même de sa déposition à la mairie d'Aix. Cet individu a fini par craquer au bout de quelques mois, et a avoué qu'il avait fait ça pour être embauché. Richard est lavé de tous soupçons. Cette affaire a duré trois ans. Il a été réembauché par la DDASS à Marseille et cette adjointe a été condamnée en justice pour dénonciations calomnieuses . Voilà une affaire de mœurs de plus, où la calomnie brise des individus, le temps qu'ils trouvent l'énergie de se laver d'accusations terribles.

CONFERENCES

ET

DEBATS

Frédéric Edelmann : Je suis navré d'ouvrir le séminaire sur un sujet aussi douloureux. C'est effectivement un sujet qui implique une propre mutation de nos comportements à plusieurs niveaux, autant sur le plan de la solidarité qu'à un niveau individuel, sur les précautions techniques que les gens doivent prendre pour éviter la contamination de la maladie. Tout cela pour enrayer une chaîne qui est actuellement mortelle à 100% après quatre années d'écart entre la déclaration de la maladie et son achèvement. Tous les gens qui étaient malades en 80-81 sont morts, il faut le savoir. Les médicaments ne sont pas encore au point et ne le seront probablement pas demain ni dans les deux ou trois années qui viennent. Quant au vaccin, dans la mesure où l'on a affaire à un virus qui est fluctuant, le problème est à peu près du même ordre. Et même si on trouve un vaccin, les gens contaminés ne pourront plus se faire vacciner. Cela se chiffre désormais en milliers et même en dizaines de milliers d'individus en France. Comparons avec les Etats-Unis, nous avons 50 millions d'habitants, ils en ont 250 millions. En proportion, nous risquons d'avoir le même nombre de malades en France qu'il y en a aux Etats-Unis puisque la diffusion est assez rapide (pour toutes les capitales européennes).

Alors quelles mutations face à ce fléau ? En fait posons-nous la question de savoir comment les communautés homosexuelles sont capables de réagir. Est-ce que l'on s'enfoncé la tête dans le sable ? Est-ce qu'on attend que la contamination soit telle, que l'affolement soit suffisamment généralisé, pour prendre enfin les mesures qui s'imposent ? Pour ma part, je suis assez septique. Il est probable que si des mutations interviennent, ce seront des mutations (dans l'hypothèse où il n'y a pas de médicament) de l'ordre de la panique et non pas de la raison, comme on peut encore l'envisager dans les mois qui viennent. Je dis des mois car il n'est pas certain que dans un an, la diffusion du virus en France et à Paris notamment n'aura pas atteint un point de non retour et que de toute façon il y aura trop de gens contaminés pour éviter la poursuite de la propagation du virus. On peut donner deux ou trois chiffres, certains peut-être les connaissent déjà. Par exemple, dans les centres anti-vénériens de Paris on trouve des chiffres de l'ordre de 40% de LAV positif, de porteurs d'anticorps. Mais être porteur d'anticorps ne veut pas dire que l'on a éliminé le virus. Voilà. Tout cela était une espèce de synthèse pour aborder la question des mutations. La première mutation nécessaire que je vois est celle d'une solidarité beaucoup, beaucoup plus active. Or en dehors des gens qui sont à l'origine de *Vaincre le Sida*, en dehors de l'association *Aides* et de quelques groupes de volontaires, en dehors de quelques individus donnés, l'attitude est assez extraordinairement passive, y compris parmi les adhérents de notre association. Nous avons beaucoup de mal à transformer les adhérents, les sympathisants en bénévoles, même pour une heure ou deux par semaine. Pourquoi ? Parce que cela fait peur. Les gens fuient leurs amis à l'hôpital, comme leurs familles les fuient. Les gens fuient leurs amis lorsqu'ils apprennent qu'ils sont LAV positif.

La première mutation nécessaire Pour le milieu homosexuel est de prendre le problème en face et de faire cesser cette fuite. Deuxième mutation, celle de la question du Safer Sex. Il n'y a pas d'autre solution. Il ne faut pas se masquer la réalité. Il est absolument certain que si la communauté gaie française, n'accepte pas le Principe du Safer Sex, et on a la chance de pouvoir le réaliser avec le modèle américain, donc si elle continue de rester passive, nous aurons les mêmes Pourcentages terrifiants de gens contaminés, avec la certitude que 5 à 10% de ces gens Contaminés seront malades et qu'actuellement ils meurent à 4 ans de distance. Et cela peut vouloir dire beaucoup, beaucoup de monde. Cela peut vouloir dire Un pourcentage assez important, dans cette salle notamment. D'ici trois ans, il peut y avoir 70% de la population qui est porteuse du virus et 5 à 10% de ces personnes seront malades. Faites vous-même les calculs. On peut également raisonner ainsi puisqu'il s'agit de Se faire peur pour réagir devant cette réalité. La mutation, cela veut donc dire d'autres pratiques sexuelles. Il est évident que cela touche nos comportements, nos manières de voir notre vie, notre liberté. Cela donne également l'impression que nos libertés essentielles

sont touchées, en particulier les libertés de comportement. Donc des précautions que l'on peut prendre à plus ou moins haute dose selon qu'on a plus ou moins le cœur à l'ouvrage. On peut continuer à avoir une vie sexuelle mais en prenant des précautions (comme l'usage du préservatif et ne pas jouir dans la bouche de l'autre). Pourtant vous rentrez dans la politique du tout ou rien, disant que nous sommes porteurs de voiles noirs. J'aimerais qu'on sorte d'un discours militant et qu'on entre dans une réalité immédiate. Je peux vous emmener dans les services des hôpitaux où les choses se passent. C'est très sain d'aller voir les choses de manière réelle et pas théorique ou à travers la presse. Nous avons apporté ici à quelques centaines d'exemplaires de la maquette d'un premier prospectus concernant cette question du Safer Sex. La campagne va être lancée en septembre, peut-être au mois d'août. Cela dépendra un peu de la manière dont sera reçu ici ce premier prospectus. L'Université sera un test pour nous. Ensuite il y a aussi deux, trois autres campagnes qui vont s'intensifier vers les différentes couches de la population. Il y a les gens qui s'aperçoivent qu'ils sont LAV positif, il y a ceux qui s'en foutent et c'est un comportement morbide et qui existe encore dans un pourcentage encore indéfinissable. Cela ne veut pas dire qu'on sera seulement malade, car on peut transmettre le virus et inversement. Si l'on ne prend pas de précautions on peut l'attraper. Alors dans tous les cas LAV positifs ou LAV négatifs, c'est la même prévention qu'il faut

adopter. Les précautions à prendre pour ne pas l'attraper et pour ne pas le transmettre sont exactement les mêmes. Il y a tout un arsenal de techniques possibles. Aux Etats-Unis tout est interdit. En fait le sang et le sperme transmettent le virus, c'est sûr. On est moins sûr pour la salive et pour les autres fluides ou solides du corps. On se dit qu'il vaut mieux être prudent, alors là-bas, de fil en aiguille, tout se retrouve interdit. Par ailleurs il y a un certain nombre de pratiques parallèles qui se développent, de type masturbatoire. Il y a des saunas où les gens se branlent l'un devant l'autre, choses qui sont évidemment inconcevables et qui vont arriver en France quand la panique sera là.

Alain : Tu dis que le délai avant que quelque chose ne soit trouvé va être long. Est-ce que les moyens financiers concernant le financement de la recherche sur le SIDA sont dérisoires ?

Frédéric Edelmann : Ils sont absolument considérables. Mais il faut savoir qu'on a une chance, une double chance. C'est premièrement que le SIDA a touché en premier les homosexuels, car on s'est aperçu tout de suite de l'existence de la maladie car c'était les homosexuels qui l'avaient. Les chercheurs d'Atlanta se sont dit: "tiens c'est curieux. Il y a un groupe de malades qui sont homosexuels et qui présentent tel type de symptôme. L'épidémie a donc ainsi pu être repérée il y a quelques années. Et puis la rapidité des recherches mises en œuvre a été absolument considérable. On a déjà trouvé l'agent responsable du virus, et c'est déjà en soi considérable par rapport à d'autres maladies. On a mis deux trois ans entre le début des recherches et le moment où on a isolé le virus, a réussi à le cloner, à le reproduire, et à travailler dessus. Puis il y a des recherches sur les manières de soigner. Il y a des expériences sur les malades. Actuellement les malades servent de cobayes aux traitements qui sont expérimentés.

Jacques : Du fait du sida, assistons-nous à une mutation dans la communauté gaie ? Des jeunes hommes qui sont frappés en pleine apogée de leur vie, cela modifie-t-il l'attitude de la communauté gaie vis à vis de la mort ? Jusqu'à présent la communauté homo ne s'était pas posé ce problème puisque les gais âgés disparaissent dans des espaces privés. Est-ce que là il y a quelque chose qui change ?

Frédéric Edelmann : Il y a une évolution qui est due à la brutalité de la chose. Alors les gens réagissent soit par la négation, ce qui est le cas aujourd'hui dans la grande majorité des cas, y compris par rapport à leurs propres amis. C'est un refus: "cela n'existe pas, je ne veux plus le voir". On lui passe un coup de fil mais on ne s'en approche pas. C'est une attitude, évidemment, par rapport à la mort. Mais cette attitude terrible est véritable pour toutes les maladies graves mais là avec une espèce d'acuité plus grande en raison du caractère de la maladie, du lien entre le sexe et la mort, etc. A l'inverse, il y a des couples qui se sont considérablement renforcés, notamment quand les deux partenaires sont malades. Il y a une solidarité à deux qui se développe et qui est assez étonnante au niveau de l'individu. Enfin il y a des individus qui prennent en charge réellement le problème, ce sont les militants de Amies. Quand les gens sont frappés .de près ou de loin ils ont tendance à venir rejoindre l'une ou l'autre association qui existent sur cette question.

Jean : Est-ce que dans votre association il y a beaucoup de volontaires pour suivre les malades ? Et notamment les malades que leurs amis ont abandonné ou que leur famille ne veulent plus voir ?

Frédéric Edelmann : Il y a double réponse à cela. Il faut d'abord dire que les malades demandent pour que nous allions les voir. Mais on n'est pas des bonnes sœurs, on n'est pas là pour imposer une aide psychologique donc il faut qu'ils en fassent la demande. D'autre part, on a fait très attention à limiter autant qu'on peut la publicité autour de notre association pour éviter justement un afflux de demandes auxquelles nous n'aurions pas pu répondre, ce qui est finalement d'un grand danger pour les associations, celle de banqueroute, de cessation de paiement psychologique si je puis dire, c'est à dire qu'on promet monts et merveilles et puis on n'arrive pas à tenir parce qu'on n'a pas l'infrastructure. Par ailleurs, sur l'aide aux malades, nous avons une formation de volontaires assez dure parce que le contact avec les malades est très dur. Nous avons actuellement douze volontaires qui ont été formés et qui peuvent effectivement faire de la prise en charge. Nous donnons une formation psychologique aux volontaires qui vont faire de l'assistance psychologique aux malades. C'est à dire que la chose n'est pas franchement rigolote tous les jours.

Jacques Fortin : Cela pose la question de l'héritage, de la succession, de la transmission des biens.

Frédéric Edelmann : C'est un problème qui s'est posé à plusieurs reprises parce qu'évidemment les gens atteints sont isolés et on a des cas de rupture très nette, car la famille rechigne à aller voir le fils qui a une sale maladie. Parfois ils ne viennent plus du tout, mais ils sont là pour l'héritage. Alors l'ami du type se trouve en fait devant une famille qu'il n'a jamais vue, une espèce de belle-famille et dit: "Mais c'est mon ami et tout ce que nous avons nous l'avions eu ensemble", et la famille dit: "Non, tout ce qu'il avait c'est à nous et d'ailleurs c'est à son nom, donc vous dégagez de l'appartement, etc". C'est pourquoi nous aimerions que les gens pensent à cette notion de testament avant que le problème, et ce n'est pas seulement vrai pour le SIDA, de la maladie ne se pose à eux. Parce qu'effectivement c'est la seule solution pour faire en sorte d'éviter cette confiscation. Une fois malades, certains ne veulent plus penser au testament et refusent la maladie. Ceci dit on déconseille de faire le test, mais on ne l'interdit pas. On estime que quand même le choix individuel est quand même extrêmement important. En France on a théoriquement un système de protection en terme de fichiers de ce type. Et la dissémination de la maladie dans l'ensemble de la population fait que d'ici 2 ou 3 ans la question de test ou pas test en terme de menace pour les libertés jouera beaucoup moins.

Odile Bouchet : Je ne sais pas s'il est possible de faire un parallèle comme vous le faites, mais de notre côté, à savoir être lesbienne et être femme. Parce que être lesbienne c'est être femme et vis-à-vis du regard que les homosexuels masculins portent sur nous, on saisit parfaitement que ce regard, même s'il n'est pas forcément hétéro contient en tout cas des composantes hétérosexuelles. On peut le recevoir comme tel. Alors ça c'est important. Mais je voudrais parler de la culture lesbienne, qui comporte des difficultés d'expression consécutives à celles de la femme dans la société. Nous avons beaucoup de mal à la faire connaître. Pourtant la créativité lesbienne est très importante, par exemple en littérature. Nous, à "*Lesbia*", on est en contact avec des lesbiennes qui écrivent, et nous recevons beaucoup d'écritures dont nous ne publions parfois que des extraits. Le problème des lesbiennes est d'abord de faire connaître leur création, de se faire publier, de passer cette barrière sociale. Cette culture lesbienne est actuellement en mouvement, en développement. On peut souligner l'effort que fait Geneviève Pastre pour faire une maison d'Édition lesbienne, même chose en peinture, etc.

Une autre question de société pour les lesbiennes, c'est celle du ghetto. Visiblement ce mot a - une connotation assez déplaisante, on le décrit souvent comme un enfermement. Il y a quand même un côté très positif au ghetto, c'est qu'il brise l'isolement. Les lesbiennes ont souvent des problèmes d'affirmation, de timidité. Des groupes spécifiquement lesbiens permettent aussi de réaliser des recherches, un travail théorique et pratique, nous en avons besoin. Mais le problème des loisirs pour les lesbiennes, c'est le problème des femmes en général. C'est-à-dire lorsqu'on se retrouve dans un lieu mixte, on se fait embêter donc on a besoin de lieux uniquement pour nous. Mais si elles restent uniquement enfermées là-dedans, sans chercher à s'extérioriser ou s'affirmer vis-à-vis de la société hétérosexuelle, c'est peut-être un problème mais c'est malgré tout, pour elles, une aide.

Ensuite je trouve très importante la prise de parole des lesbiennes. Personnellement, ça ne fait pas très longtemps que je parle en public. C'est également un problème parce que lorsqu'il y a des hommes dans la salle, c'est très difficile: on a l'habitude que les hommes parlent et qu'on les écoute. Voilà pour moi les points les plus importants. Je voudrais laisser un peu la parole aux lesbiennes de la salle.

Geneviève Pastre : Je suis obligée de commencer par le point de vue de la femme puisque pour moi féminité, ça ne peut pas être la question du sexe, c'est plutôt une question culturelle, sociale et politique. Le plan politique notamment me semble incontournable, en tout cas pas contourné ni dépassé: l'appropriation et le partage des femmes notamment, oppression qui prend une forme très élaborée dans les peuples occidentaux. Quant à l'hétérosexualité, la sexualité phallique, ça me semble exister encore, et ça ne va pas s'évaporer comme ça, par enchantement. Alors c'est vrai que les homosexuels mâles, hommes disons, sont censés, du moins ceux qui réfléchissent politiquement, ne pas vivre ça mais ça ne veut pas dire que la société a dépassé ces choses là. Il y avait un article dans "*Nouvelles questions féministes*" où une lesbienne disait ne pas ni femme ni lesbienne. J'ai pris ça un peu comme une boutade car du point de vue philosophique, ça ne me satisfait pas, donc une boutade tactique. C'est assez satisfaisant de dire que je refuse d'être femme puisque c'est un statut qu'on m'impose, alors de la même façon je dis que je suis pas une lesbienne".

Deuxième point, la visibilité. C'est vrai que les femmes auront été absentes de l'histoire littéraire, de la fabrication de l'histoire littéraire qui est entrain de se faire. On ne doit pas une femme créer un mouvement littéraire, ou alors elle est inscrite en annexe, parmi les écrivains mineurs. Je peux donner un

exemple personnel, je suis surréaliste, c'est une fonction qui m'est propre et personnelle. J'ai essayé pendant une dizaine d'années de rentrer dans le courant surréaliste mais j'ai été refoulée d'une façon absolument fantastique, je n'existais pas. On peut faire des parallèles mais pas du tout se confondre avec la culture et la littérature masculines. Alors que les homosexuels aient une littérature qui se démarque, d'accord, mais les écrivains homosexuels ont été reconnus comme écrivains, ils se sont camouflés mais Proust a eu sa part, Gide a eu sa part, Mauriac a eu la sienne. Nous, lesbiennes, on a un double retard, on a une double invisibilité. Alors le moment n'est pas venu de se dire autre chose. Il faut justement travailler à fond sur cette visibilité et la faire apparaître en temps que telle; Et puis il faut reconnaître qu'à Paris, pendant des années, mais je crois que cela s'estompe maintenant, les lesbiennes se sont bouffées entre elles, il faut bien dire la vérité. On a commencé par ne pas s'écouter. Alors la visibilité lesbienne, elle commence à peine, et je me demande si ce n'est pas trop demander aux hommes de vraiment considérer que le mouvement lesbien peut devenir un mouvement d'ampleur très important parce qu'on touche à un problème qui est vraiment très difficile, à savoir notamment celui de la reproduction, en tant que femme. Car si la femme cesse d'être la reproductrice classique et tranquille, alors ça va remuer la société encore plus que l'homosexualité masculine traditionnelle.

Dominique : Mais nous sommes des femmes au départ, par rapport à la société. Nous avons été élevées comme telles avec tout ce que cela comporte, donc la visibilité lesbienne c'est important. Parce que les hommes qu'ils soient homos ou hétéros, ils ont la même éducation au départ en tant qu'hommes. Ensuite les hommes homosexuels ont beaucoup de stars qui affichent leur homosexualité. Les lesbiennes il faut les chercher. Tout le monde sait mais elle ne le disent pas.

Daniel Defert : Qu'est-ce que c'est cette obligation de donner son identité sexuelle ? Moi je ne suis pas pour cette question policière parce que finalement, qu'est-ce que c'est cette notion qui regroupe alors les hétéros, les homos, les lesbiennes et tout ça? Est-ce que c'est bien une catégorie très claire ? On ne demande pas à l'hétérosexuel : "Est-ce que votre femme vous suce ?" "Est-ce que vous enculez votre femme ?" Ce sont des pratiques sexuelles sur lesquelles on n'interroge pas les gens, alors pourquoi nous, parce que nous sommes homosexuels, nous devrions dire nos pratiques, notre mode d'identité ? Moi, je considère que c'est une atteinte à la liberté que de donner son identité sexuelle à tout bout de champ.

Dominique : Je suis aussi quelqu'un d'extrêmement concerné par la liberté.

Jean Pierre Joecker : Quand Jocelyne François refuse l'étiquette "lesbienne", ce n'est pas pour se cacher mais parce qu'elle n'est pas d'accord avec ces théories sur les lesbiennes. Ce n'est pas un simple débat de personnes qui se cachent, qui se planquent, qui ne veulent pas dire ce qu'elles vivent. Simplement elle n'est pas d'accord avec cette étiquette. Moi je suis assez d'accord avec ce que dit Daniel. Pourquoi aurions-nous, sans arrêt, constamment à nous étiquetter comme ça ? Le débat de la visibilité du côté des femmes ou du côté des hommes est peut-être différent mais je crois quand même que c'est continuer de se fourvoyer dans la même impasse que de vouloir s'étiqueter. On l'a fait pendant quinze ans. On peut simplement avoir un regard homosexuel sur le monde, sur les différents événements, et décrypter aussi cette société. Et sur l'éducation simplement une toute petite chose. Je crois de même que l'éducation est dure pour tout le monde. Elle est dure pour les femmes qui sont éduqués de façon hétérocrate. On peut en discuter mais il ne faut pas non plus simplement dire: "D'un côté il y a les femmes pour qui l'oppression est la plus importante", et d'un autre côté balayer la société des hommes où il serait plus facile d'exister. C'est d'un simplisme qui risque de nous ramener toujours dans les mêmes ornières.

Nicole : Je voulais revenir sur ce qui a été dit sur la prise de parole, dans un débat. Moi je crois que c'est pas tellement une question de timidité, la timidité ça ne me paraît pas essentiel quand on a le désir de parler. Pour nous, c'est plus un manque de désir de prendre la parole dans certains lieux ou dans certains modes de discours. Et le discours masculin a pour moi, souvent quelque chose d'hyper-rigide et de stratégique. Je l'ai expérimenté dans le milieu syndical, cela m'a fascinée et puis au bout d'un moment je me suis aperçu que cela ne m'intéressait pas. C'est pas de cette parole là dont j'ai envie. Ce n'est pas un refus de théoriser, c'est un refus d'un type de théorisation que je n'ai pas envie d'avoir. Et je crois que le silence des lesbiennes vient aussi de là. Mais c'est pas de la timidité. C'est l'expression d'autre chose.

Jean Dumargue : Je voudrais demander aux filles qui sont ici ce qu'elles pensent de la façon dont sont posées les questions par les garçons gais aux lesbiennes (à l'intérieur du mouvement gai). Qu'est-ce que vous pensez de l'écoute que ces garçons gais ont de votre réponse ?

Evelyne : On nous entend mais on ne nous écoute pas. Il y a toujours, une espèce d'incompréhension généralisée qui pour moi est de la mauvaise foi dans les trois quart du temps. Les hommes écoutent les femmes. Bon on sait bien qu'elles sont bavardes. Et tant qu'elles approuvent le ronron masculin, ça va, c'est des bonnes copines, on est content. Dès qu'elles ne sont pas d'accord "elles sont hystériques, elles

sont paranos". Je reconnais qu'il y a des garçons qui font semblant d'essayer de comprendre. Seulement la situation, les rapports sont différents.

Odile : Je reconnais qu'au début à la *Boulangerie* ils nous posaient des questions qu'ils auraient posé à un autre homme, à un autre homosexuel. Mais il y a eu un travail d'approche qui a été fait, un travail de connaissance. Le dialogue s'établit peut-être à long terme. Ca s'est fait au bout de 4 ans, ça ne se fait pas comme ça en une semaine.

Geneviève Pastre : Moi, j'avoue que je suis scandalisée en entendant parler de liberté pour défendre Dieu sait quelle pratique hétéro ou homosexuelle. Moi, j'ai pensé au même moment : j'ai l'impression qu'il y a un escamotage, le problème est rentré dans la manche. On voit plus rien. Tout a disparu. Et je pense franchement que les hommes font partie de la classe dominante, on ne peut pas l'empêcher. Et quand la contrainte à l'hétérosexualité touche les femmes, c'est vraiment de plein fouet. Je trouve dangereux de la part des homosexuels de se lancer dans cette étape là. C'est

peut-être idéaliste, plus tard, dans cinquante ans. Je ne voudrais pas qu'on revienne au temps antérieur où *Arcadie* était plein de gens comme ça, c'est-à-dire d'hommes mariés qui avaient des pratiques hétérosexuelles suffisantes de temps en temps pour avoir quelques enfants, car il fallait bien avoir des enfants. La femme était censée ne rien comprendre, rien savoir, complètement demeurée sur le plan sexuel et les hommes avaient leurs pratiques sexuelles à côté. La femme, elle n'en avait pas d'autre et je trouve que si on escamote le problème de notre amour de femme et de notre amour du corps des femmes, de notre amour du toucher du corps d'une femme, le plaisir donné et reçu d'une femme, qui n'est pas symétrique, ce n'est pas un amour hétérosexuel. Pour les pratiques homosexuelles entre hommes je ne sais pas trop comment les choses se passent. Mais ça n'a rien à voir. J'ai vraiment le sentiment non pas d'une hypocrisie mais d'une facilité. Alors je me demande si c'est de la mauvaise fois au sens Sartrien, si c'est inconscient, si c'est une stratégie en fonction de l'évolution politique générale. Je voudrais vraiment que nos amis nous expliquent davantage quel a été leur cheminement pour en arriver à ce point là. Je voudrais vraiment qu'on ait une confrontation très approfondie pour savoir à la suite de quoi vous en êtes arrivés là, et quel danger ça représente pour nous.

Alain Sanzio : Ce qui me frappe c'est que la situation lesbienne est constamment pensée en référence à celle des homosexuels hommes. Il faudrait un débat qui éviterait aussi de dire "Nous sommes des pauvres opprimées". Là dessus on avance pas depuis quinze ans. Alors débattons sur le fond. J'attends toujours.

Bruno : J'ai entendu Geneviève qui parlait de la création littéraire des femmes. Il n'y a sans doute pas beaucoup d'hommes écrivains qui ont réussi en 30 ans à créer un univers comme a pu le faire Duras. Alors il faut faire attention à ne pas dire: "Les femmes sont complètement rejetées", c'est pas vrai. Elle a créé de toutes pièces un univers en tant que femme. Et puis pourquoi constamment dire: "Telle femme c'est une lesbienne, c'est pas une lesbienne". On peut prendre l'exemple de Colette qui est la seule femme (dans les années 20) à avoir écrit dans un journal : "Oui j'aime une femme, cette femme m'aime et c'est la seule chose que je veux dire au monde". C'était en 1925. Il fallait le faire. Enfin, c'est pas du tout une fuite en avant, c'est pas du tout un danger, que de sortir du cadre des étiquettes. Cette société est faite de normes et de codes, et nous nous devons de bouleverser ces modes, ces normes. Pour sortir des catégories il faut peut-être avoir le regard des homosexuels sur le monde mais bouleverser ces catégories pour pouvoir justement renverser ces normes.

Jacques Fortin : Nous sommes les interlocuteurs naturels, je parle des homosexuels masculins, directs, des lesbiennes. Elles sont nos interlocutrices naturelles et directes pour ce qui est de nous poser nous les questions sur notre masculinité, et ce qu'elle veut dire, et en quoi nous relevons de l'idéologie dominante et de la phallogocratie dominante. Qui d'autre mieux qu'elles peuvent nous amener à nous interroger sur cette question là ? Personne. L'autre obstacle devant lequel on recule, et je crois qu'il ne faut pas reculer, est lié à la lassitude de l'opinion sur toute une série de terrains dont la question homosexuelle. Les choses ont changé, mais tant qu'on devra repasser derrière les gens qui nous arrachent nos affiches où dessus il y a marqué "homosexuel", on enlèvera pas le mot homosexuel des universités d'été. De même, il ne s'agit pas de demander aux gens de déchirer leur identité, en aucun cas et jamais, on n'a pas dit ça.

Jean Georges : Je n'avais je crois, jamais parlé avec des lesbiennes en tant que telles et j'avais une image de la lesbienne très agressive, qui refusait l'homme, même gai. Et j'ai eu le très grand plaisir de rencontrer des lesbiennes qui se disaient opposées aux lesbiennes radicales, et qui étaient prêtes à parler avec les mecs. n faut absolument demander aux lesbiennes de nous faire partager la pertinence, l'impertinence et la virulence qu'elles ont encore à cause du décalage historique qui fait qu'aujourd'hui leur mouvement est encore neuf. Et j'ai très envie qu'elles foutent les pieds dans le plat de ce que je considère, à titre personnel, comme des subtilités oiseuses qui commencent à s'instaurer dans le débat.

Odile : Moi je voulais remercier Alain Sanzio pour son intervention de tout à l'heure. Parce que nous avons eu la preuve vivante de ce que c'est de ne pas entendre, il me semble que ça a été très clair. Quand vous dites: on fait un débat pour que les lesbiennes disent ce qu'elles ont à dire, elles disent ce qu'elles ont à dire. Et nous ne sommes pas toujours entendues, comprises.

Alain Huet : Je voudrais faire un bilan de la situation actuelle, et conclure sur l'existence ou non d'une communauté homosexuelle. Pour ce qui est du bilan, on a gagné et perdu des choses. On a perdu complètement depuis 15 ans les acquis du *FHAR*. En 1971, on voulait changer la mentalité de la famille, la société patriarcale telle qu'on la connaît. Pour l'instant on n'a abouti à rien de fondamental, peu au niveau des institutions, pas grand chose au niveau légal (plus quelques récupérations de partis politiques). D'un autre côté, on a gagné plein de choses pas forcément bonnes. Nous en sommes arrivés au triomphe de la consommation, animé par des gens qui sont souvent issus du *FHAR*, et à une image de l'homosexuel que je trouve horrible dans les médias : aseptisée et intégrée.

J'ai acheté deux canards avant de venir : *Gai Pied* et *Samourai* .Il y avait dans les deux une rubrique photo qui parlait des dernières réceptions parisiennes. Dans *GPH* on voyait à une même table Audrey Coz, Gérard Vappereau et David Girard. Ce sont trois responsables de journaux. Dans l'autre, il y avait une réception chez Madame Rotschild Concernant le ghetto, il s'est complètement resserré et il est bien plus contrôlé qu'il ne l'était avant. Le pouvoir de ces lieux est entre des mains bien plus fortes et précises. Qu'a-t-on gagné alors ? Le droit aux petites annonces, le droit au porno. On a gagné un renforcement très fort de ce que j'appelle l'agisme, un rejet encore plus net des vieux. Des films récents donnent bien les limites auxquelles on est arrivé. D'une part il y a "*Another Country*" qui se termine par une révolte de jeune bourgeois anglais où la seule solution pour vivre son homosexualité c'est d'être un espion, de s'affirmer comme tel. L'autre film, c'est "*Escalier C*" où l'on voit que le rôle de l'homosexuel est de servir de réconfort à un hétérosexuel et de l'aider à s'assumer. C'est un bilan sommaire et assez méchant. Quant aux contradictions dans lesquelles on se trouve, elles sont les mêmes qu'hier. Les groupes politiques qui sont nés après 1968 -tous les fronts secondaires ont produit un éclatement qui rend impossible (actuellement) une action de masse sous quelque forme que se soit. De plus, on assiste à un retour idéologique de la droite, et même mieux, à l'apparition d'une droite pédé, ce que l'on avait pas encore. Au niveau individuel, le bilan est encore plus flagrant. On fonctionne sur le désir, on va dans le ghetto, on drague, on fréquente les petites annonces. Tout est canalisé. Il faut respecter les images qui sont imposées dans ces espaces. Par ailleurs, il faut, quand on habite dans une grande ville vivre la nuit ou alors cela peut être la vie de couple. Du coup, je ne vois pas la différence entre ce que je peux vivre et ce que n'importe qui vit quotidiennement. J'habite en banlieue et c'est comme si j'étais à 1000 kilomètres de Paris, et c'est très difficile de draguer, de trouver quelqu'un et de vivre une relation.

Si je ne crois pas à l'existence d'une communauté homosexuelle, je pense qu'il faut garder une structure d'accueil pour les jeunes homosexuels. J'ai encore des exemples de jeunes qui n'arrivent pas à s'assumer. Par contre, il faut fuir le ghetto et les gens qui exploitent le créneau homosexuel. Cela fait partie du système actuel tel qu'il a évolué, à savoir la bourgeoisie qui nous gouverne et l'idéologie sous-jacente. Cela ne remet rien en cause et ne favorise pas une vie meilleure pour les homosexuels. La solution est donc d'éclater au maximum les mouvements pour les projets ponctuels, précis. Bref, changer de tactique. J'ai un exemple précis. il se trouve que je suis motard et que je lis la revue des motards en colère. Un type a fait une annonce pour créer un groupe de motards homosexuels. Cette annonce est passée sans problème. il y a eu bien sûr quelques réactions très violentes mais n'empêche que c'est ce qu'il faut faire actuellement. C'est un travail à long terme, à bien plus long terme que ce que l'on a fait il y a 10 ans et 15 ans, et qui a débloqué des situations, mais cette période là est finie. Aujourd'hui, je ne me sens rien de commun avec un homosexuel qui fréquente le ghetto. Je préfère être, par exemple, avec les groupes anti-racistes dans ma banlieue ou bien des groupes de motards. il faut complètement casser ce qui se passe et rentrer dans une clandestinité. Hormis des groupes ou des associations à but précis, il faut cesser de se

battre pour "changer les rapports sociaux". On n'a pas été jusqu'au bout du changement des mentalités. il faut en tenir compte et repousser les limites actuelles. Voilà mon constat.

François : En fait dans ce que tu viens de dire, il n'y a rien de plus et rien de moins que ce que défendait le mouvement homosexuel il y a 15 ans, à savoir le refus des lieux commerciaux ou celui de financer des lieux capitalistes, etc. Est-ce que tu n'as pas eu l'impression que les choses ont évolué ? Je me souviens que dans la rue Sainte Anne, quand on décidait d'aller dans un lieu homosexuel, il fallait avoir le look et payer 80 Frs. Maintenant, on peut aller prendre un verre dans un bar, largement ouvert sur la rue, qui n'est pas camouflé derrière de lourdes tentures. Les cafés du Marais, où il m'arrive d'aller, sont des lieux banalisés où on peut ainsi se retrouver entre mecs. il ne faut pas avoir peur ou honte du ghetto, c'est du commercial. Assumons cela. On ne va quand même pas faire toutes les conneries des hétéros. Que l'homosexualité se vive mieux, à condition de la vivre, en intégrant de façon honnête le rapport à soi-même et aux autres. Si les hétéros ne sont pas un modèle au niveau de la sexualité, dans la vie d'un homme il n'y a pas que la sexualité. Cela fait partie d'un tout.

Xavier : La difficulté vient, peut-être, de la définition du "ghetto". Le terme est mal approprié. Je fais une comparaison avec le "ghetto juif"; dans une ville, on pouvait le cerner. Or nous n'en sommes pas encore là. y viendra-t-on ? C'est autre chose. Mais ce ghetto, dont tu parles, qu'est ce que c'est ? Ce ghetto est éclaté. En même temps c'est quelque chose qui préoccupe beaucoup de monde, par rapport à l'identité de l'homosexualité, par rapport au commercial ou aux petites annonces. Cette position de ghetto, on la sent mais comment la cerner ? Pour moi c'est un lieu affiché, catalogué comme lieu de rencontre d'homosexuels et plus ou moins artificiel. Qu'en dire de plus ?

Dominique : Ce qui m'inquiète un peu et qui inquiète Alain Huet, quand je sors dans les Halles, c'est de me retrouver, quand même un peu, rue Sainte Anne. Il faut freiner un peu cela. Il y a des bars dans les Halles où les hétéros ne peuvent pas entrer alors que ce ne sont que des bars. Je rejoins Alain et je trouve cela inquiétant quelque part

Francis : Je pense que c'est une erreur de poser le terme de ghetto de façon géographique car c'est une partie intégrante du statut social des homos. Partout où il y a un homo, il y a un ghetto. Cela me semble terriblement dangereux d'assimiler le ghetto à ghetto commercial. Aujourd'hui les jeunes homos lorsqu'ils prennent conscience de leurs désirs, ils ont une presse, des lieux, ils n'ont donc pas conscience de cette oppression, de ces ghettos et se croient libres. On a desserré les barreaux de la cage, mais la cage est toujours là. Le ghetto est toujours là à partir du moment où l'on existe en tant qu'homosexuel.

Jean-Pierre : C'est plus complexe. L'évolution de ces 10 années fait que la conscience de quelqu'un qui va vivre son homosexualité, est totalement différente. Il n'a pas la même approche, il n'a pas la même sensation d'enfermement, dans l'homosexualité, tel qu'on pouvait le vivre il y a une quinzaine d'années. Cet aspect peut être positif.

Alain : C'est une grande défaite du mouvement homo que d'avoir renoncé à investir ce qui est hétéro, et à changer les mentalités des hétéros qui nous refusent. De plus, il y a 20 ans, quand on était des pédales honteuses, il y avait des petits bars sympas qui ont été fermés. Maintenant, ils sont tous dans le Marais, et pas un dans ma banlieue par exemple.

Frédéric : C'est assez paradoxal de voir ce que le sida peut amener comme discussion au sujet des lieux. Par exemple, nous avons été consultés pour savoir s'il fallait fermer les saunas. A ce propos nous pensons que la liberté d'entreprendre est une bonne chose et les saunas sont un endroit où l'on pourra mieux contrôler la diffusion d'une maladie que les jardins publics. La deuxième chose, c'est que nous souhaiterions des distributeurs de capotes, comme partout ailleurs dans le monde, dans les lieux publics, les saunas, les discothèques, les bars, Si les gens y ont un comportement prudent, les saunas à terme peuvent devenir moins dangereux que des rencontres extérieures.

Jean : Utiliser le mot ghetto s'est s'enfoncer dans un faux débat parce que ce concept vient de minorités opprimées qui ont été assignées dans des quartiers précis. Dans les années 50 comme aujourd'hui, il est important d'avoir des lieux commerciaux qui remplissent des fonctions précises. Le mot ghetto, à mon avis, est extrêmement péjoratif. Mais ce ghetto là me semble n'avoir pour objectifs que les siens propres c'est à dire uniquement financiers, qui ne prennent pas en compte les grands actes de vigilance et de solidarité par rapport à la communauté. De plus, ces lieux brassent un argent invraisemblable, celui de la communauté qui, elle-même, n'arrive pas à financer ses propres services.

Jacques Vandemborghe : Quelle que soit la communauté, l'élément culturel demeure fondamental pour assurer une cohésion et une expression collective. Tout désir, toute sensibilité, toute vision du monde décalée, différente, sont toujours indissociables du dire. Dans l'aspect vestimentaire, l'esthétique, la vie individuelle, les représentations médiatiques, les homos ont une large histoire derrière eux qu'ils manifestent par une culture. Celle-ci n'est pas "leur" car elle appartient à tous et a été totalement influencée par l'ensemble social. Si l'on observe les vingt dernières années, on s'aperçoit qu'en Occident, la manifestation publique du comportement homosexuel et la revendication, corollaire d'égalité et de non discrimination, se sont toujours accompagnées du verbe, de la nécessité de dire. La poésie, les revues, les brochures, les journaux ont accompagné, voire même précédé, le mouvement collectif. La revue *Arcadie*, par exemple, est apparue avant l'association, le groupe du même nom. Aux Etats Unis, en 1950, l'institut One a sorti une revue avant que n'apparaisse le premier groupe homosexuel moderne. On sortait alors d'une période de silence et d'un coup, tout le monde a commencé à raconter son histoire au quotidien, à rechercher des bribes d'histoire du passé pour savoir en quoi la répression touchait les gens. Il y a eu une esthétique de la répression, une poétique de l'amour, de la chair et de leurs images. Cette volonté de dire et de savoir des homosexuels passait par l'aveu qui avait été mis en place par les institutions judéo-chrétiennes : avouer un secret qui n'est plus alors un secret casse complètement l'espace répressif dans lequel est enfermé la sexualité.

Le temps a passé, et l'on s'aperçoit que cette culture totalement explosive, ce foisonnement des discours et des représentations, s'est figée, que son éventail s'est resserré, qu'elle est devenue une culture de la visibilité. La lecture de la presse gaie actuelle le manifeste clairement. On n'y trouve plus que des photos, que des articles sur l'aspect homosexuel du sujet. Peu importe le contenu, peu importe le contexte social dans lequel cela s'inscrit: on y affirme simplement que voilà un bon spectacle, un bon film, un bon livre parce qu'il parle d'homosexuel, style "*Another Country*". La communauté gaie a accueilli plus fraîchement le film de Chéreau "*L'homme blessé*" parce que l'on n'y parle pas d'homosexualité, mais d'une passion entre deux personnes. Cela ne peut pas coller parce que ce n'est pas la culture de la visibilité. Ce ne sont pas des gens qui se disent homosexuels, ce sont des gens qui vivent la passion. Même chose dans l'histoire quand on prend au départ un mètre-étalon, qui est l'homosexuel occidental actuel, et que l'on essaie de retracer à partir de cette figure moderne le passé alors qu'il faudrait plutôt se remettre dans le contexte social, culturel, politique de l'époque pour essayer de retracer ce que pouvait alors être le statut de l'homo, de l'amour du même sexe.

Enfin, de nos jours, il y a une véritable culture de la consommation. Tous nos journaux gais ne parlent plus que de loisirs en polyester: allez voir ceci ou cela. Mais il n'y a plus d'épaisseur culturelle. C'est la culture de l'"l'entertainment", de l'amusement. Alors parlons de la question de la visibilité. Quelle image avons-nous de nous ? Quelle image donnons-nous de nous ? D'abord il n'y a pas d'images documentaires de la vie gaie. C'est un problème que je connais très bien: faire un film, faire des vidéos tout ça coûte de l'argent. Les homos n'ont toujours pas trouvé, pour l'instant, les moyens de produire leurs propres images. Alors que ces dernières années, il y a une reprise de l'image gaie dans la publicité. Comment l'image du gai a-t-elle pu être utilisée, comment a-t-elle pu plaire, servir à vendre, ne serait-ce que les pubs Eram, Gloria, et les pubs autour de la sensibilité du corps masculin? Moi je regrette cette domination de la culture de la visibilité, elle ne va pas assez loin. Il nous faut une culture qui nous inscrive dans l'ensemble social, il ne suffit pas de se dire homosexuel pour inscrire quelque chose de positif. J'ai l'expérience de Fréquence Gaie à laquelle j'ai appartenu dès le début. Je me suis aperçu que cette radio était un enjeu fondamental mais personne n'a fait l'analyse de ses programmes. En fait c'est

une culture du moi-je: l'individu vient proposer son émission et en définitive ne parle que de lui, la façon dont il se sent, etc. Même chose pour *GPH*. On en connaît plus à la lecture d'un article sur la personnalité du journaliste que sur l'évènement qu'il est censé couvrir .~

Mélanie Badaire : Le retour de la droite possible dans quelques mois, présente une menace pour l'homosexualité. A nous, donc, d'analyser les conséquences de ce changement politique. Lorsqu'il y a eu en 81 l'élection de François Mitterrand, on a parlé dans *Le Monde* de l'avènement d'un "peuple rose". C'était l'alternance après 23 ans de droite. Pendant la gestion de la gauche, il s'est produit un certain nombre de phénomènes. D'abord une cassure entre le PS et le PC qui a abouti à un repli du PC sur des positions un peu plus archaïques, assez anti-PS. Une partie du PS a, donc, cherché une ouverture globalement vers le centre-droit.. A droite, on assiste au renforcement de l'extrême-droite, phénomène extrêmement important depuis 1981. Je pense que l'extrême-droite est un courant politique français qui existe depuis très longtemps, qui avait été laminé à la Libération. Quand on écoute un radio-répondeur téléphonique qui s'appelle "Radio Liberté Patrie", on entend les mêmes thèmes qu'on pouvait entendre dans les années vingt. La phraséologie est la même. La position de l'extrême-droite par rapport à l'homosexualité, tout le monde la devine. Un autre phénomène est l'apparition de groupes de pression qui se sont constitués sur des valeurs morales extrêmement dangereuses. Je pense à une campagne qui a lieu actuellement à Paris et qui couvre toutes les affiches du métro par des petites affichettes où l'on peut lire "Halte au porno". Il y a aussi ce mouvement religieux un peu fanatisé qui s'en est pris au film de Godard.

Par rapport à la communauté homosexuelle, les menaces qui pèsent peuvent-être de plusieurs types. On peut se demander quel sera le retour en arrière possible concernant les acquis législatifs et quelle sera la régression de ce qu'on peut appeler la tolérance : tolérance sur les backrooms, sur les jardins, les lieux extérieurs, sur les contrôles. On sait, par expérience qu'il est très facile d'interdire la presse gaie, de tuer un journal homosexuel. Il suffit pour cela, d'une couverture un peu osée et voilà le journal interdit à l'affichage. Aujourd'hui plusieurs groupes homosexuels ont reçu des subventions soit du gouvernement, soit d'organes locaux, de conseils régionaux ou de municipalités, Le journal *Lesbia* a reçu une subvention, la *Maison des femmes* également. La réapparition d' "*Homophonies*" est liée à une subvention du ministère de la Culture. Ces subventions peuvent être supprimées du jour au lendemain. La question alors à poser est de savoir si le mouvement homosexuel ne s'est pas trop caché dans les jupes du gouvernement socialiste ou dans les jupes des pouvoirs publics en se contentant de subventions, sans se poser le problème qui est le problème crucial de déterminer ce qu'on fera fait le jour où le robinet s'arrêtera. De très nombreuses initiatives peuvent mourir du jour au lendemain parce qu'elles reposent uniquement sur ce système.

Il faut aussi parler de la droite gaie qui est un échec total et qui s'appelle "*Le Mouvement des Gais Libéraux*". Le MOL n'est pas du tout un mouvement, il ne cherche pas à faire bouger la droite. C'est un groupuscule d'appoint qui a simplement réussi, par le biais d'un individu, à installer une production extérieure, sous la forme de la reprise de Samourai. Le premier Samourai nouvelle formule est d'une rare violence vis-à-vis de la communauté homosexuelle. On traite l'IOA, l'association internationale homosexuelle, de ramassis de terroristes pro-irlandais, de pédophiles hystériques. Quand des homosexuels sont capables d'écrire ça, on peut frémir. Quant aux querelles qui existent dans la droite, on ne peut pas mettre dans le même sac quelqu'un comme Simone Weil et quelqu'un comme Jacques Chirac. Ça oblige à avoir une stratégie qui est un peu différente à la caution que cela peut donner vis-à-vis d'un pouvoir en place quand les homosexuels eux-mêmes écrivent que leurs propres groupes sont des ramassis de terroristes. L'article de Minute sur le siège du *CUARH* de la rue Keller disait que c'était un fabuleux centre de terroristes.

Le problème posé est donc la réaction du mouvement homosexuel face à cette échéance d'un retour de la droite. Par rapport aux subventions, ça implique que les structures homosexuelles soient des structures vraiment autonomes, c'est-à-dire qu'elles maîtrisent leur propre existence et leur propre investissement en dehors d'un gouvernement. Il faut savoir se comporter par rapport au pouvoir. La presse institue un contre-pouvoir, l'audiovisuel également. Le mouvement associatif sert de contre-pouvoir. Où en sont-ils aujourd'hui ? Les mouvements sociaux sont dans une phase de décrépitude dont le mouvement homosexuel n'en est qu'une expression. Quels sont les rapports du mouvement homosexuel vis-à-vis des autres institutions ? Inexistants, nuls. Alors quel sera le contre-pouvoir des homosexuels si demain la droite arrive au pouvoir ? Pas grand chose. Même à l'heure actuelle, sous un pouvoir de gauche, socialiste, la réunion qui a eu lieu à Paris il n'y a pas si longtemps avec la Préfecture de Police et l'ensemble des groupes parisiens montre les limites de ce genre de structure de dialogue.

La principale menace dont tout le monde parle, et dont il faut parler, c'est le racisme. Le racisme ne s'arrête pas aux maghrébins. D'une part, c'est très facile quand on a commencé à taper sur la gueule de quelqu'un de taper sur le voisin qui est à côté. Un pays qui tape sur les gens, qui les renvoie, qui prend des mesures de ségrégation, produit un engrenage. Les homosexuels peuvent être pris dans cet engrenage. L'éducation reste le plus grand problème, l'un des plus grands problèmes avec la culture "officielle", car même dans ce qu'elle peut avoir de méprisable, elle joue un rôle très important dans la société. On a fermé la Maison de la Culture de Nantes parce qu'il y avait un spectacle dans lequel on disait "merde".

Ce sont cela les menaces très précises: des petites menaces parcellaires, pas forcément un grand mouvement d'ensemble. Non: on ne va pas rogner l'ensemble des espaces de liberté qui existent et qui ne concernent pas, une fois de plus, que les homosexuels. Pour l'éducation, on a vu récemment un mouvement entre l'école laïque et l'école privée avec des manifestations très importantes en faveur de l'école privée. Alors le rôle d'une hiérarchie ecclésiastique dans un retour de la droite? Le débat est ouvert.

Jean : J'ai envie de rajouter deux, trois petits points. D'abord, le numéro du Monde qui donnait tous les résultats de la victoire de Mitterrand aux présidentielles comprenait un article sur le vote des homosexuels, écrit par un ami. Cela nous semblait stratégique de dire "oui les homosexuels ont voté à gauche, regardez". D'ailleurs tout le mouvement, sauf Arcadie a appelé à voter pour Mitterrand, en tout cas contre la droite, mais je crois que là on reste complètement dans l'ordre de la simulation. Je ne crois pas du tout à un vote homosexuel. Ça fait simplement partie des jeux de pression classiques que de dire "le mouvement homosexuel a appelé à voter à gauche", comme si alors automatiquement les homosexuels se mettaient à voter à gauche. Moi, je crois que comme le reste des Français, la majorité des homosexuels est à droite, hormis peut-être pour notre génération. Pour la création du mouvement des gais libéraux, c'est également l'ensemble de la société qui se reporte sur des idées plus conservatrices, dont les homosexuels. On peut raconter quelques bêtises dans la presse qui nous arrangent stratégiquement, mais je ne crois pas qu'on puisse aller plus loin et s'identifier, à des pseudo-consignes, qui seraient des stratégies de la minorité gaie comme aux Etats-Unis. Par ailleurs, je pense que le PC, à partir du moment où il a divorcé avec l'équipe gouvernementale et bien qu'il ait été contraint pendant pas mal d'années de voter des textes assez tolérants, va être amené à adopter une attitude beaucoup plus dure concernant la libération sexuelle, rejoindre les thèmes de la droite classique et lâcher complètement les consignes de vote que, d'habitude, il demandait avec les socialistes sur les questions de mœurs.

Jacques : Mais par contre, il a voté en bloc, lorsqu'il était au gouvernement l'abolition de l'article 331 alinéa 2 alors que le PS n'a pas voté en bloc; il y a eu quelques abstentions.

Jean : Concernant l'extrême-droite je pense, c'est complètement personnel, qu'il est intéressant qu'elle se retrouve à être obligée de jouer le jeu du parlementarisme parce que ça l'oblige au moins à ne pas retourner à ses tentations d'exactions, de violence classique. Obliger l'extrême-droite à se parlementariser, c'est mettre un frein à certains actes de violence sur les homosexuels, sur les femmes et sur d'autres minorités. Quant aux agressions sur les acquis de la communauté, je pense que sur certains points, la droite peut revenir sur des décisions parlementaires mais pas trop. Si la droite veut agresser la communauté homosexuelle et ses acquis, elle passera par le biais de la notion de protection de la jeunesse, par le biais de la notion de débauche. Elle peut, par exemple, attaquer les petites annonces parce qu'il est vrai qu'il y a des petites annonces qui tombent complètement sous le coup de l'incitation à la débauche et *Gai Pied* n'est pas interdit aux mineurs. Et il est très facile d'ennuyer très sérieusement des revues mais plus en les attaquant par le porte-monnaie, c'est-à-dire qu'une revue qui est interdite aux mineurs n'a pas la même place dans le kiosque qu'une revue qui ne l'est pas.

Jacques : Je pense qu'il ne faut pas dire que le retour à la droite c'est une catastrophe, loin de là. Il faut dire aussi comme tu le dis: que faire avancer la question sexuelle c'est faire avancer les mentalités de droite comme de gauche. Je me souviens qu'en 79, j'ai fait un article dans "Gai Pied". Je crois que ça s'appelait "La logique américaine". Cela montrait comment, depuis ses origines, le mouvement gai américain s'est inclus dans le champs des forces politiques. Il y a deux partis dominants, républicains et démocrates qui sont bien différents à l'échelon national et local mais malgré tout, dans les deux partis, il y a des groupes de pression gai et c'était assez intéressant de voir comment ces groupes font avancer les mentalités des deux côtés du clivage politique. En France, un peu plus tard est apparu le Mouvement des Gais Libéraux, qui m'a beaucoup intéressé. J'ai dit: "Tiens c'est un moyen aussi de faire avancer la

question sexuelle dans les partis conservateurs". Les partis conservateurs, pas la droite, terne réducteur qui m'énerve. Toutefois, ce **MOL m'a** déçu car il essaie de faire résonner les idées conservatrices dans la communauté gaie, de les propager, plutôt que de faire avancer la question sexuelle dans la mentalité des hommes de droite.

Jean Dumargue : Il y a dans un certain nombre de pays du tiers-monde, la mise en place de codes sociaux, de législations, de pratiques de consommation sexuelle et enfin la mise en place de pratiques culturelles nouvelles qui détruisent les pratiques anciennes. La première question que l'on peut se poser est pourquoi, actuellement, le Tiers Monde est-il un territoire, un espace géographique où se produit une homosexualisation de la société ? Oui, et pour une raison qui est très ancienne. Initialement, beaucoup de pays dits du Tiers Monde, offraient la possibilité de pratiques sexuelles qui dans les pays riches étaient ou bien interdites, comme la pédophilie, ou bien n'étaient pas considérées comme naturelles alors que dans les pays arabes, par exemple, on pouvait dire d'une façon très maladroite, qu'il y a une pratique naturelle de l'homosexualité. Par depuis assez longtemps Il y a des formes d'exotisme sexuel qui ont **attiré les cri., homosexuels**. Ces exotismes, on les retrouve bien entendu dans les pays en voie de développement. Je voudrais essayer maintenant de décrire quel a été et quel est le processus d'homosexualisation de ces pays. S'il y a ces changements dans les lois, dans les coutumes, dans les cultures, dans les mœurs, c'est qu'ils sont dus non pas à une volonté des Etats mais à une action consciente où inconsciente des homosexuels à titre individuel ou en tant que groupe organisé.

Si je fais abstraction de la période de la colonisation, chronologiquement, on pourrait dire que les pratiques sexuelles qui ont eu lieu sont essentiellement des pratiques sexuelles marchandes. Le touriste sexuel qui se rend dans ces pays y va pour consommer un garçon (la pratique sexuelle lesbienne étant infiniment plus rare que la pratique sexuelle masculine) et quand ces touristes y arrivent, ils ne sont pas confrontés directement à un regard local. Les pays ayant accédé récemment à l'indépendance, sont dotés de codes civils directement copiés sur les codes occidentaux. Le code zairois est imité du code belge, les codes des anciennes colonies françaises sont imités de code civil français; on pourrait parler également des anciennes colonies espagnoles ou anglaises ou hollandaises. Mais ces codes des anciens colonisateurs ne sont pas passés dans les mentalités. Donc pour l'homosexuel qui se rend dans ces pays, il n'y a pas de regard vraiment réprobateur à l'inverse de charnière entre les volontés économiques du Nord et les organismes ou individus disposés au Sud à recevoir ce type de tourisme homosexuel. Ce mouvement économique homosexuel est contemporain d'une libération homosexuelle qui a permis de légitimer sans aucune réflexion toutes les initiatives de l'époque. On a ainsi couvert ces migrations, qui duraient deux à trois semaines à un mois au maximum, ces grandes vagues d'homosexuels vers les pays du tiers monde. A ma connaissance il n'y a pas eu de critiques sur ce phénomène. Du coup, ce mouvement homosexuel ne s'est pas rendu compte qu'il introduisait dans les pays du tiers monde un certain nombre de comportements, de situations précises que nous connaissions chez nous et qui là-bas devenaient peu à peu le comportement "naturel" de tout homosexuel dans le monde.

Et ceci sans observer, sans reconnaître qu'il y a des pratiques sexuelles, érotiques entre garçons ou entre filles dans ces pays, qui n'ont rien à voir avec l'homosexualité et qui sont pourtant d'une richesse infinie, qui font partie de leur culture, de leur mode de vie quotidien, et qui n'ont jamais été prise en compte. Le mouvement homosexuel qui s'est construit dans les pays riches a exclu toute manifestation sensuelle, érotique, de plaisir ou de désir dans les pays du Sud. Il a également ignoré que les grandes compagnies de **chaners homosexuels** qui se sont créées l'on fait à partir de capitaux qui sont placés en Suisse. Les très grands organismes peuvent de la sorte, blanchir l'argent. Que deviennent alors, depuis disons les dix dernières années, les pratiques sexuelles dans les pays du tiers monde? Plusieurs éléments sont très préjudiciables. D'abord il s'agit de profiter de l'état sociologique du pays et ces touristes débarquent dans un esprit de fixation. Il s'agit également de profiter, et là c'est très net, du faible niveau de vie. Nous savons que dans les pays riches les pratiques de consommation sexuelle sont relativement onéreuses. La nuit, en Thaïlande, par contre revient environ à 20F français. L'acte sexuel dans le Sud Marocain peut se

pratiquer aux environs de 10 à 15F. On est vraiment loin de tous les tarifs pratiqués ailleurs. Il s'agit ensuite de profiter de la fascination créée. Le pouvoir du riche sur le pauvre fonctionne. Les clients du tourisme homosexuel ou plus exactement de la marchandise homosexuelle, fascinent par le mode de vie, le vêtement, le discours et la liberté manifestée par l'homosexuel qui vient là se défouler. Il s'agit de profiter d'un impérialisme culturel plus général qui vient du Nord. Nous arrivons avec nos transistors, avec des cadeaux. Une grande partie des échanges économiques qui se produisent entre le tourisme homosexuel et le partenaire ne sont pas forcément négociés sous forme d'argent mais aussi bien sous forme de troc. Et à chaque fois que l'un d'entre eux nous offre une chemise, une montre, un transistor, il entérine et confirme justement cette domination culturelle.

Deuxième chose concernant ce que les pratiques homosexuelles touristiques diffusent. Il s'agit d'ajuster au plus vite le partenaire choisi au fantasme. Ce dernier est majoritairement véhiculé par la presse gay. Panoplie fantasmagorique banale, classique donc. Et s'il y a trop de décalage, l'acte sexuel n'est plus vécu comme satisfaisant, le fantasme ne peut plus se réaliser et on part insatisfait. Il y a diffusion de comportements typés. D'autant qu'il ne s'agit pas de perdre du temps à reconnaître l'autre car il s'agit de rentabiliser le voyage touristique! Même dégât du côté des normes vestimentaires. Car dans les boîtes des pays nord africains mais également de Thaïlande, de Manille, des Philippines ou d'Afrique noire, la question c'est: "Comment s'habille-t-on à Paris, New-York ou Londres?" Et puis, on voit apparaître un phénomène tout à fait exceptionnel dans ces pays à savoir des pratiques gestuelles d'efféminisation. La "folle" apparaît ainsi comme signe de reconnaissance en vue de se signaler et ainsi procéder à la négociation de l'échange économique du plaisir. Mais cela construit également la reconnaissance de soi-même dans son identité. Le garçon, l'adolescent, l'adulte jeune d'un pays du tiers monde va ainsi pouvoir se reconnaître dans un certain nombre de gestes efféminés, systématiques et symboliques de la pratique sexuelle homosexualisée occidentale. Le relationnel produit ainsi sa norme.

Nous, nous connaissons des liaisons de ce type ici. Elles sont rapides, "efficaces" et éphémères, sans lendemain. Dans ces pays, se mettent en place des formes de code prostitutionnel que nous avons pu connaître ici au siècle dernier, codées sous forme de serment du style "je te jure la fidélité, je t'aime". Le partenaire du pays va faire croire qu'il est l'équivalent de la courtisane, le courtisan au masculin. Courtisan non pas au sens du courtisan royal, mais celui qui pendant la période durant laquelle l'échange économique se fera, donnera tous les signes d'un amour du style, que celui qui vient ne peut avoir dans le pays d'où il vient. Et l'on voit ainsi se manifester, apparaître des couples qui vont durer huit jours, mais qui vont manifester tous les signes de couple stable. Il s'agit non plus de profiter, de diffuser mais alors d'imposer.

Sur le plan économique on impose aussi une minoration des coûts: on voit apparaître toute une tarification que ce guide Spartacus s'est chargé de diffuser mais que d'autres revues, notamment américaines, se chargent également de faire connaître. Le voyageur sait de la sorte ce qu'il peut se permettre et ce qu'il ne peut pas. On pourrait par exemple citer les articles de l'auteur de *Spartacus* disant "Comment se fait-il que dans certains pays on a vu des touristes qui, au lieu de proposer X roupies de Ceylan en ont 3 ou 4 fois plus que le prix normal ? Il nous sabotent tout". On voit également, toujours dans les revues homosexuelles (comme *Gai Pied*) la standardisation des pratiques au niveau des mentalités occidentales. Il s'agit de normaliser et de garantir le bon fonctionnement de ces pratiques tout au long de la durée de ce moment touristique. Etant donné **en fm** que les grands organismes gestionnaires financiers qui alimentent ces opérations et rentabilisent ce capital, restent discrets sur qui les approvisionne en fonds initiaux, on ignore ce que deviennent par la suite ces fonds lorsqu'ils ont accumulé une certaine plus-value. Alors il faut parler des effets, sur les pays eux-mêmes produits par ce tourisme. Ils introduisent le concept d'homosexualité, concept qui n'existait pas il y a dix ans ou quinze ans. Maintenant s'est mise en place toute une structure économique très solide, grâce à la communauté sexuelle des pays riches, et avec une vitesse beaucoup plus grande que celle avec laquelle elle a pu se mettre en place dans les pays du nord eux-mêmes. L'élément économique a réussi à imposer, à isoler, à sélectionner les individus "sujets" de cette homosexualisation. La conséquence directe a été un développement foudroyant et massif de la prostitution, avec tout ce que ça peut comporter.

Je peux reconnaître un certain droit à la prostitution et me sentir tout à fait d'accord avec, par exemple, ce que peut dire Tony Duvert sur ses rapports avec les jeunes Marocains ou les jeunes Turcs qu'il a pu

rencontrer. Mais il ne s'agit pas exactement de prostitution mais de redistribution économique, d'imposition culturelle de codes, de rites et de normes étrangers aux régimes du tiers monde. Là une prostitution se développe, avec tout ce que cela implique de "maquereautage" et de "bordels organisés". Je pourrais citer par exemple à Bangkok un bordel de garçons entre 8 et 12 ans où on choisit sur catalogue de photos. On verse son obole au patron du bordel et on consomme pendant la nuit. On a absolument tout un descriptif des modes de fonctionnement, ce que fera un tel ou un tel, bref toutes les spécialisations que l'on pourra vouloir ou qu'on peut vous proposer. Le troisième effet, c'est la perversion totale des cultures. Lorsqu'il y a introduction dans les codes sexuels d'un pays de nouvelles pratiques, les sociétés qui sont ainsi colonisées sont extrêmement endommagées, étant plus fragiles sur les codes sexuels que sur les autres codes. Pourquoi ? Je crois qu'il faudrait un autre débat. Toujours est-il que ces cultures sont perverties, n'ayant pas les moyens de se défendre au niveau individuel. N'y ayant pas réfléchi au niveau des structures générales et politiques, elles n'ont aucun moyen de se défendre.

Le dernier effet, c'est d'une façon plus globale l'extension du néo-colonialisme, par cette création de nouveaux espaces qui n'existaient pas encore (de prostitution, de commerce, de tourisme homosexuels). J'ai eu l'occasion de rencontrer deux personnes qui ont voulu créer, dans des territoires qui n'étaient pas reconnus comme des territoires d'homosexualisation et de prostitution homosexuelle, des chaînes hôtelières avec recrutement de garçons jeunes qui seraient disposés à recevoir ces touristes. L'expérience a raté parce qu'ils s'y sont très mal pris, mais on peut penser que des espaces peuvent se créer maintenant d'une façon tout à fait systématique et volontaire. Voilà ce qu'on peut dire brièvement sur cette grave question.

Robert : Je voudrais dire combien j'apprécie énormément cette analyse. J'ai eu l'occasion d'aller plusieurs fois dans les pays d'Afrique pour mon travail. Et j'ai toujours été étonné de constater que là dessus il y avait toujours un black-out: ça ne se disait pas, ça ne s'analysait pas. La seule personne que j'ai entendu esquisser ce genre d'analyse c'était un chercheur qui vivait à Dakar et qui à un moment avait eu ce courage, d'autant qu'il était blanc. Et il faisait cette analyse, sur les relations générales des blancs par rapport aux jeunes garçons et aux jeunes filles noires. Ce n'était pas particulièrement sur l'homosexualité mais cette analyse était du même ordre. J'avais été également très frappé en Gambie de voir des channers de Scandinaves envahir certains hôtels. La Gambie est un pays ultra-pauvre, enclavé dans le Sénégal et qui vit grâce à ses hôtels, autour desquels des quantités de gosses tournent, espérant obtenir quelque chose. Je trouve particulièrement courageux et très important que des homosexuels fassent ce travail de critique. Même si cela ne les concerne pas eux seuls.

Mais c'est vrai aussi que les homosexuels sont attaqués sur la pédophilie. Je crois que ce que tu as esquissé en essayant d'introduire des analyses et des comportements différenciés, entre autre exemple l'attitude de Tony Duvert et celle d'autres. Nous devons être extrêmement lucides sur la perturbation considérable qu'entraîne ce débarquement massif avec ses implications culturelles et économiques dans un milieu démuné. Il y a juste une chose que j'aurais aimé rajouter, c'est que les jeunes filles vont dans certains pays, vers l'homme blanc en se disant qu'ainsi elle aura une chance de promotion sociale". Les jeunes garçons sont fascinés par cette chance de promotion sociale. Sinon c'est trouver un boulot sans vraiment se promouvoir socialement, en tous cas de façon moins facile. Il s'avère que la relation homosexuelle va leur offrir une perche.

Daniel Defert : Le point à partir duquel j'analyse les nouveaux comportements issus du sida est un peu particulier: bien sûr je suis sociologue et anthropologue, mais c'est plutôt à partir de la pratique de l'association *AIDES* et des contacts qu'elle a mis en place, que nous pouvons constater que se constituent aujourd'hui un certain nombre de nouveaux comportements sociaux. J'appelle mouvement social tout ce qui est collectivisation et publicisation de nouveaux comportements. A partir de cette pratique à la fois nationale et internationale, on peut donc observer que de nouveaux comportements émergent, se collectivisent et sont en train de modifier la culture gaie. Par ailleurs, il faut remarquer tout de suite que ces nouveaux mouvements se retrouvent en conflit par rapport aux mouvements gais existants, en conflit plus exactement avec les leaders politiques de ces mouvements existants. On en reparlera, je pense, au cours du débat. Ceci dit, j'ai fait un petit inventaire des points sur lesquels on peut repérer l'émergence de ces nouveaux comportements. Je les cite brièvement, afin d'en discuter ensemble ensuite.

Tout d'abord, force est de constater qu'il se constitue une nouvelle solidarité dans la communauté gaie, et pas seulement autour des malades atteints du sida. C'est autour de valeurs nouvelles telles que la maladie, la mort, la déchéance physique qui n'ont jamais jusque-là été des valeurs de la communauté gaie que les choses se passent maintenant. Nous pouvons également observer de la part des gais une nouvelle gestion de leur santé, de leurs lieux et de leurs pratiques sexuelles. L'arrivée d'une telle maladie dans leur communauté les contraint à prendre contact avec les pouvoirs publics, le ministère de la santé par exemple ou les institutions médicales, alors que pendant des années, toute la lutte des mouvements gais a été de démedicaliser absolument l'homosexualité. Au lieu d'entrer en conflit avec les pouvoirs publics, c'est à une co-gestion que l'on assiste.

Ensuite, on constate une nouvelle pyramide d'âge au sein des lieux gais. C'est même la mixité partout. Cela m'a beaucoup frappé récemment à San Francisco, même dans les bars cuirs. Et les tranches d'âge sont extrêmement nouvelles. Longtemps la solitude et le vieillissement ont été méprisés comme expérience chez les gais: cela se réinscrit, et c'est neuf au sein de cette communauté. Nouveauté également du côté des comportements érotiques, avec la généralisation, si ce n'est dans l'idéologie du moins dans la pratique, de ce qu'on appelle le "safer sex", le sexe à moindre risque.

Une autre observation peut être faite, celle d'une forte orientation vers le couple monogame homosexuel. Car tout le monde sait que la diminution du nombre de partenaires sexuels est une des formes de la prévention. Si bien que toute la presse s'y met (la Vie Catholique de cette semaine a fait un important article sur le sida et les nouveaux comportements). Et finalement, les homos eux aussi comprennent que le couple devient une des conditions de leur survie. C'est donc à une véritable intégration extrêmement nouvelle, par rapport aux idées admises, que l'on assiste. Mais tout cela suppose une nouvelle presse homosexuelle. Or la presse homo est assez tributaire d'un capitalisme qui s'est constitué autour de la gestion du plaisir homosexuel. Je pense aux journaux financés par les saunas, les bars qui, au fond, entrent en conflit avec les nouveaux comportements sexuels. Aux Etats-Unis, on assiste maintenant à un phénomène nouveau, qui est le financement par la communauté homosexuelle elle-même de ses propres médias, afin de ne plus dépendre de ce capitalisme gai. Parce qu'on ne peut pas mettre côte à côte des statistiques de mortalité et des réclames d'objets, de lieux, etc. Enfin, cela appelle l'émergence d'une nouvelle législation. On s'aperçoit que face à la maladie, face à la mort, les homosexuels n'ont finalement pas gagné tellement de droits, ne bénéficient d'aucune législation fiscale particulière, d'aucune possibilité de transmission de leur patrimoine.

Tout cela pour dire qu'il y a un énorme travail à repenser, qui est en cours. Voilà les points rapides que j'ai recensés. L'ensemble constitue ce que les américains, dans leurs journaux, appellent déjà la "culture du sida", c'est à dire qu'au delà d'une situation médicale, un changement profond d'orientations, de valeurs et de restructurations émergent, en pointillés les nouvelles délimitations d'une culture gaie amenée ainsi à se modifier en profondeur. On peut en discuter.

Alain Huet : Je suis horrifié par ce que je viens d'entendre. Et on ne parle pas du tout des jeunes homos.

Daniel Defert : Je ne vois pas en quoi je n'ai pas parlé des jeunes. Je regrette vraiment que les malades que je suis allé voir ces derniers temps aient entre 20 et 29 ans. N'est-ce pas jeune pour mourir ? En fait, le sida a pris de plein fouet toute la pensée gaie, parce que toutes les organisations ont d'abord eu une réaction de rejet, dans la mesure où cette maladie a été présentée initialement comme homosexuelle. Les penseurs du mouvement ont pris ça comme une agression en premier lieu idéologique. Ensuite, les mouvements de solidarité aux malades qui se sont constitués à côté des forces organisées se sont retrouvés en conflit. Maintenant, ces nouvelles formes d'organisation, constituées un peu partout, commencent à prendre une extension considérable. Car ce sont des formes de solidarité, de dévouement, d'abnégation qui n'ont jamais reçu de langage dans cette communauté et dont la presse gaie devrait témoigner davantage. Cela pourrait permettre de

redéfinir de façon plus large l'amour entre hommes, de raconter par exemple ce que signifie soigner un ami gravement malade en étant soi-même séropositif. Je dis l'amour entre hommes dans la mesure où le sida est une maladie qui atteint les homosexuels masculins de manière considérable, alors qu'il n'y a pas de transmission du virus dans l'homosexualité dite féminine. Geneviève Pastre insistait tantôt sur le rôle de la littérature comme, au fond, un lieu d'expérimentation de notre culture. Dans notre culture homosexuelle, nous n'avons jamais mis en avant ces formes-là de nos aventures. Il ne s'agit pas du tout d'être macabre, simplement ce sont des formes d'amour qui n'ont jamais encore reçu de visibilité. On tire beaucoup plus de fierté de notre sexualité que de nos amours. Nous sommes aujourd'hui amenés à rendre visibles et nos amitiés et nos amours, alors même que notre sexualité est obligée de se repenser. C'est ce que j'appelle modification des valeurs.

Jean Georges : Moi aussi, je suis tout de même horrifié. D'abord parce que je suis très mal à l'aise par rapport au sida et à tout ce que cela renvoie. Et je crois que cette réaction des mouvements gais par rapports aux gens qui s'occupent du sida est une réaction logique, naturelle. Je suis horrifié oui, parce que j'ai envie de me foutre de la mort, pour ne pas me laisser prendre dans un chantage concernant le sida. J'ai le sentiment qu'il y a une leçon de morale qui tente de s'immiscer là, tout doucement, que je trouve absolument insupportable. Pourquoi pas, dans la presse gaie, des pubs pour les cockrings qui voisineraient à côté des chiffres de mortalité ? Moi j'aurais plutôt envie de créer un mouvement pour la santé et non contre le sida. Sans doute y a-t-il des gens qui font un très bon boulot que je ne suis pas capable de faire moi-même, ni médicalement ni psychologiquement. Mais j'aurais envie que ces mouvements aient une pudeur, une très grande pudeur morale, surtout quand on s'exprime en termes de sociologie, et qu'on fasse très attention de ne pas parler de morale.

Daniel Defert : Pourrais-je savoir en quoi j'ai parlé de morale ? Je voudrais bien qu'on s'entende sur les termes. D'abord, il ne s'agit de pas réprimer la sexualité, il s'agit au contraire que ce qu'on appelle le "safer sex" se développe vraiment pour que les gens, soit malades, soit positifs, puissent continuer à avoir la vie sexuelle la plus habituelle possible, bref des méthodes pour faciliter la vie sexuelle et pas du tout pour la brimer. Beaucoup disent: "Moi, maintenant, avec cette maladie, je ne fais plus rien". Non, je dis justement: "On peut faire quelque chose". D'autre part, je n'ai pas mis en jeu mon autorité de sociologue en ce sens que j'estime qu'on ne peut le faire qu'avec une enquête vérifiée selon un certain nombre de critères sociologiques. J'ai plutôt mis en avant des observations à partir de la pratique de l'association *AIDES*. Nous n'avons pas quantifié cette pratique pour vérifier sociologiquement la pertinence de ce que l'on dit. J'ai toutefois une certaine habitude de l'observation des mouvements sociaux. Je pense par ailleurs qu'une histoire des techniques sexuelles serait à faire, par exemple le fist-fucking. On n'en a pas vu de mention dans la presse avant 1972, alors qu'on le trouve sur un graffiti de Pompéi. De la même manière que certains remettent en question les notions de féminité et de virilité comme n'étant pas des notions naturelles, on peut affirmer que les techniques d'amour ne sont pas non plus des techniques naturelles. On sait que les grecs (contrairement au dicton) ne s'enculaient pas tellement et pratiquaient le coït entre les cuisses. Chaque société a une histoire de ses techniques érotiques, et nos techniques érotiques ne sont pas finalement inhérentes à notre identité sexuelle; elles ont une histoire, elles se sont constituées, élaborées. Il est certain aussi que la pilule ou les antibiotiques ont créé un certain nombre de pratiques érotiques. C'est une question d'adaptation des sociétés à ce qui leur arrive.

Tu dis ensuite être horrifié sur la question du "safer sex", du moindre risque, comme si, depuis le départ, le mouvement homosexuel n'avait pas, sans cesse, mis en place des lieux pour une sexualité à moindre risque, comme si la transformation des bains de vapeur en lieux de plaisir, n'était pas une manière d'être "safe", plus tranquille par rapport à la police, par rapport aux chantages des voisins, par rapport à des agressions sociales. C'étaient bien des lieux de moindre risque. Qu'est-ce les backrooms sinon des lieux collectifs de moindre risque, par rapports aux agressions sociales ? L'agression, cette fois-ci, est biologique: alors, on s'organise à nouveau. L'idée que finalement on fait de la morale, c'est n'avoir rien compris aux motivations des mouvements homosexuels depuis qu'ils existent. Ça ne veut pas dire que le risque a été éliminé, il a été repoussé. Il ne s'agit pas de réprimer la sexualité, il s'agit de mettre en avant

une certaine notion de responsabilité. Moi, la mort, j'en ai rien à foutre quand c'est la mienne. Mais si le risque, c'est de contaminer l'autre, alors je ne vois pas en quoi c'est une forme d'amour que j'aurais pour les hommes. Ma morale, c'est une éthique.

Jean Georges : C'est un peu drôle tout de même de dire qu'une maladie permet de découvrir des valeurs. Ce mot m'apparaît incongru.

Daniel Defert : La bombe atomique a réactivé le pacifisme, je n'y puis rien.

Olivier Drouault : Ce qui m'intrigue dans cet exposé, c'est que les références sont américaines. Ne peut-on pas se débrouiller sans ces références, car nous n'avons ni la même culture, ni le même système socio-économique? On se situe toujours par rapport aux Etats- Unis, comme en France par rapport à Paris.

Daniel Defert : Je suis bien d'accord. Le mouvement gai américain et le mouvement gai français ne se ressemblent pas. Et puis, la situation sociologique n'est pas la même. Enfin, il y a en France 400 cas de sida, dont la majorité est à Paris. Aux Etats-Unis, 10.000 cas. Nous avons été amenés à observer l'expérience américaine. Et puis, aux Etats-Unis, on n'est pas américain d'emblée. Quand vous êtes d'origine italienne, vous êtes obligés de vous intégrer par la communauté italienne pour devenir américain. On a toujours une double identité: culturelle et de citoyen. Les gais, eux, se sont constitués sur le modèle du Black Power, du mouvement noir. Actuellement, les gais constatent que le modèle de l'ethnicité n'est plus le bon modèle. Ici, on n'a pas eu besoin de reprendre un modèle ethnique pour définir nos modes de vie et nos revendications. Nous suivons de très près l'actualité américaine, mais en repensant à chaque fois les choses. Par exemple, dans notre petite brochure sur le "safer sex", nous n'avons pas repris l'argumentation américaine, elle n'était pas adaptable. Par contre, à la dernière conférence organisée au ministère de la santé, il y avait des représentants de la presse gaie américaine, notamment du New York Native qui nous ont dit être frappés par l'originalité de notre démarche et qui ont fait d'excellents papiers à leur retour. Voyez, ce n'est pas suivre le modèle américain, c'est être en mouvement, en échange, en observation.

Gérard Bach : Mais pourquoi exprimer en américain cette idée de "safer sex"? Et ne vient-elle pas de l'hygiénisme américain? Enfin, faire l'amour avec un mineur, c'est quand même bien un risque, et quand on allait dans les tasses, c'était bien un risque aussi. Il y avait alors des gens d'Arcadie qui alors nous sermonnaient: "ne prenez pas de risques", c'est très grave.

Daniel Defert : A propos d'hygiénisme, je suis d'accords. Nous, on ne dit pas "sexe sans risque", SSR, mais "sexe à moindre risque", donc "safer sex" et non "safe sex". Parce que le risque existe tout de même, celui de perdre son amant ou celui de le décevoir. Ensuite, se faire pincer dans une tasse et risquer sa peau, ce n'est tout de même pas la même chose. Et le risque, avec cette maladie, que l'on fait courir aux autres? Le risque fait partie certes de la sexualité, mais les lieux de drague incertains, on y va au moins dans l'espoir d'une rencontre. On peut avoir envie de faire l'amour sans pour autant avoir envie d'attraper le sida, d'accord ? Je n'ai pas encore rencontré le type qui me dirait: " Est-ce que vous connaissez un mec avec qui je suis sûr de l'attraper ?" Quand on ignorait encore que c'était un virus, au centre d'observation d'Atlanta, 150 épidémiologistes ont suivi les malades pour savoir qu'elles étaient leurs pratiques et repérer ainsi les pratiques les plus risquées, et la différence par exemple entre le coït buccal et le coït anal qui représente statistiquement, beaucoup plus de risques. A partir de ce savoir épidémiologique, les américains effectivement ont développé une morale: "Dormez tôt, ne prenez pas de ceci, pas d'alcool, etc.". Nous, nous n'avons retenu que les choses scientifiquement admises, à savoir la contamination par le sang et le sperme, c'est tout.

Alors "safer sex" oui, c'est mieux que "sécuri-sexe", ça ferait marque de préservatifs. On n'a pas traduit "fist-fucking" par "mise au poing" ! On a jamais eu besoin de traduire ce mot, pour savoir ce qu'il signifiait. Il y a des choses codées entre nous, où on se comprend sans avoir besoin de les rendre explicites à autrui. Alors pourquoi ne pas garder un mot qui a maintenant une compréhension internationale: la communauté gaie s'est désormais internationalisée par ses comportements, ses contacts.

Jean-Pierre Joecker : Je ne crois pas que l'association AIDES s'érige en donneur de morale. Par contre nous, nous avons, en tant qu'homosexuels, en tant qu'organisations, en tant qu'organes de presse, à nous poser des questions d'éthique. Je trouve inquiétant qu'on ne se soit pas posé plus tôt ce type de questions. Alain Huet parlait de jeunesse, de beauté. La presse homosexuelle joue ce rôle justement de maintenir des catégories à l'intérieur de l'homosexualité, et promouvoir uniquement le jeune et beaux homosexuel, bref consommable. Je crois qu'il y a de nouvelles valeurs à découvrir, à mettre en avant, et non pas rejeter la question du sida parce qu'elle serait forcément négative.

Jean Le Bitoux : On a vu le débat sur la masculinité démarrer il y a deux jours et apparaître dans les débats, alors qu'il n'avait pas encore été mis en discussion centrale, ce que je voudrais faire maintenant. Il faut bien s'entendre sur le terme masculin. Tel que je l'emploie, en interrogation ouverte, il pose la question de savoir : qu'est-ce qu'être un homme aujourd'hui? Et je souhaite en parler en tant qu'homme au cours de l'analyse que je vous propose. Car cette identité ne peut ni ne souhaite se détacher d'un regard social, historique, ou psychologique. Et ce n'est ni une leçon, ni un mode d'emploi que je vous propose. Par ailleurs, je ne sais pas si on peut faire le parallèle concernant les lesbiennes avec ce mot qui s'appelle féminité. Je préfère laisser aux femmes le soin d'en parler.

D'abord, l'histoire de l'homosexualité, c'est l'histoire d'un mot, d'une étiquette. C'est donc une histoire culturelle et ce depuis un siècle seulement. Être homme, être femme, ce sont des repères physiques, psychologiques, historiques, beaucoup plus marqués de repères, dans l'histoire quotidienne, dans l'histoire des sociétés. Par ailleurs, ce mot homosexuel a prétendu recouvrir, au fil des générations, deux réalités à la fois: la réalité masculine, et la réalité féminine. Je reste, pour ma part, persuadé que l'homosexualité féminine et masculine n'appartiennent pas au même vécu, au même savoir sociologique, au même regard que nous jetons sur le monde. Il est extrêmement différent à partir du moment où l'on est homme ou femme. Même chose concernant l'histoire : entre le lesbianisme et l'homosexualité masculine dans leurs luttes, le décalage est énorme. Parce qu'on ne parle pas de la même chose, parce qu'on n'en est pas au même point. On peut même rajouter que ça ne recoupe ni notre éducation, ni donc notre sensibilité, que nous nous vivons les choses différemment. Et ce, jusque dans notre sexualité, dans notre manière de vivre. Quant à la question masculine, à travers notre vécu d'homosexuels hommes, c'est là où je voudrais en venir, elle n'a jamais été posée dans le mouvement homosexuel. Très vite même, la notion de masculinité a produit un phénomène de rejet. On n'a jamais demandé quels sont les rapports interactifs qui relient notre vécu homosexuel et notre vécu d'homme. Cette question n'est pas apparue dans la réflexion de notre communauté.

Je voudrais en dire plusieurs choses. Il faut donc partir du début, psychologiquement et historiquement. Je pense que dans l'identité adolescente, il y a un conflit qui se produit en nous quand nous ressentons une attirance pour les hommes. Au moment où se conscientise ce désir, c'est en général dans la même classe d'âge qu'au moment où nous sommes agressés par une éducation qu'on a appelée virile. Nous vivons un conflit, un brouillage se crée que nous tranchons différemment. Si nous faisons le choix de se penser beaucoup plus comme homosexuels, alors nous relativisons énormément ce qui nous constitue en tant qu'éducation masculine, en tant que garçons. Notre construction psychologique entre, à ce moment là, dans une contradiction difficile, souvent douloureuse. Du côté du relationnel, une certaine masculinité agressive nous est imposée, qui fonctionne en repère repoussoir. Je pense que c'est bien à ce moment là que se pose chez l'adolescent qui vit mal son propre corps, la question de la transsexualité, c'est à dire le refus de son propre sexe par l'élaboration mentale d'une image de femme. On retrouve cette figure réactive dans les mouvements homosexuels, à savoir, la figure de la folle. Historiquement, le mouvement homosexuel a eu davantage de périodes de "follitude" que de périodes où la masculinisation était mise en visibilité, sauf dans ces dernières années. Or quand on regarde comment le mouvement homosexuel a commencé à se justifier à partir de Hirshfeld, on s'aperçoit que toutes les théories concordent, c'est la théorie du troisième sexe, celle où on disait que l'homosexuel était une erreur de la nature, était une femme dans un corps d'homme. La culture homosexuelle se justifie alors, et produit une visibilité qui

s'apparente à l'efféminisation: figure, attitude culturelle de conjuration, d'exorcisme, de refus face au statut obligé social face à la contrainte d'être un homme. Longtemps ce divorce entre le choix d'être homosexuel homme et le destin infligé à notre sexe masculin a fonctionné. Mais on voit qu'aujourd'hui insensiblement les choses ont évolué. Le regard historique et les luttes des femmes ont englobé l'évolution de tous les hommes. La corrosion du machisme et la normalisation de la figure de l'homosexuel ont aussi réduit la distance entre ces deux réalités qui cohabitent en nous. Ces deux réalités ont été comme brouillées l'une l'autre et l'une par l'autre. De nos jours, les choses ont décanté. Et on peut avancer quelques observations.

D'abord aujourd'hui, une identité masculine peut être beaucoup mieux affirmée, et en tous cas nous pouvons nous réconcilier avec une certaine partie de notre masculinité sans pour autant réintroduire des valeurs qui seraient phallogratiques, sans non plus esquiver le fait que nous sommes homosexuels. Cette tentative, pour se penser autrement, permet aussi de se projeter plus avant dans des références sociales, disons moins minoritaires. C'est pourquoi il me semble important de nous défaire de ce qui subsiste d'une certaine culture homosexualité, qui nous imprègne encore. Cet homosexualisme, qui est un vocabulaire, un regard sur les choses extrêmement restrictif, nous empêche d'observer à quel point nous gardons ou préservons nos privilèges d'hommes dans cette société? Car l'homosexualité a donné beaucoup trop d'excuses aux homosexuels, qu'on ne pouvait pas accuser d'être vraiment phallograts, parce qu'homosexuels. Donc approcher une nouvelle identité masculine, débarrassée de l'homosexualisme et de la phallogratie. Mais revenons à la question de l'adolescent aujourd'hui. On peut remarquer que dans les repères culturels qui lui sont proposés, il y a des références qui sont largement des références homosexuelles. Elles sont marquées par l'imagerie et les signes de la culture gaie. Cela se met en place à travers les choix de l'adolescent pour son identité culturelle, et un peu au hasard de ses intuitions, ou des images qu'il a envie d'imiter. Il y a toute une culture marquée par l'influence significative de la culture gaie dans l'identité adolescente. D'où notre responsabilité dans la mise en avant de tel ou tel signe culturel gai, ce qui n'est réfléchi nulle part.

Cette imprégnation des signes culturels est passée historiquement par une sorte de confiscation, et notamment par les gais américains et par les "cuirs", des signes masculins de l'hétérosexuel, adulte homme. Mais cette confiscation est double, car aujourd'hui, quand on observe par exemple la culture Rock, on la sent marquée par l'imagerie gaie, ou quand on observe l'imagerie masculine classique, on s'aperçoit qu'elle a réinscrit des signes de culture gaie. Cet ensemble de codes pour une image plus riche, plus séduisante de l'homme qu'on a dû repérer, d'une image plus soft de l'homme imprégné de ces signes gais, font que le réflexe de l'adolescent homosexuel de rejoindre son nouveau "milieu homosexuel" n'est plus du tout spontané, n'est plus du tout automatique. Les jeunes gais préfèrent, sans doute, écouter Energie que *Fréquence Gaie*, fréquenter le café du lycée qu'aller au bar gai de leur ville ou arborer le badge de SOS racisme plutôt que le moindre badge gai.

Pour les adultes gais, le déplacement des signes culturels vers une moins grande différenciation d'avec leur génération adulte masculine hétérosexuelle est également repérable: le spot, la musculation, ont conquis les gais, après qu'ils se soient emparés des signes masculins (jean, cuir, moto). Le SM, le sado-masochisme est à cet égard très révélateur. Cet affrontement symbolique de la virilité a sans doute aidé beaucoup d'homosexuels, leur a fait, sans doute comprendre que derrière le cinéma des hommes entre eux, se jouait tout un jeu d'images, tout un exercice mental, qu'on pouvait expérimenter notamment à travers la maîtrise physique du plaisir et de la douleur. Et cet affrontement masculin, par le biais des plaisirs, a permis une maturation, et une réconciliation des homosexuels hommes avec le fait qu'ils étaient hommes. A cet endroit de ma réflexion il est possible d'ouvrir une question annexe sans y répondre vraiment: oser se demander si l'homosexualité n'aurait pas été, et ne serait pas toujours parfois pour certains, l'issue culturelle de certains hommes pour ne pas se poser toutes les questions et les conséquences de notre vécu d'homme, et de notre affrontement à la société en tant qu'hommes. Se demander aussi si la figure de la folle ne serait pas une attitude esthétique au monde et un refus de se consentir un devenir homme quel qu'il soit. Mais c'est sans doute un débat trop délicat ici

Cette observation globale de l'évolution de la masculinité devient, je crois, capitale et nous devons nous en emparer. Ce phénomène converge avec d'une part, on l'a vu, l'homosexualisation de la culture adolescente, et d'autre part, la nécessité que ressentent de plus en plus d'hommes hétéros d'aujourd'hui de repenser en tant qu'hommes, les femmes refusant depuis plusieurs années, de leur servir de miroir. Et toute l'évolution de leur image, de leur sensibilité, le consentement de certains à devenir coquets, à reconnaître leur fragilité, à penser leur paternité, à s'occuper de l'image de leur coïps, sont pour nous des signes positifs d'observation, d'attention, et de souci de soi. Nous rentrons dans un phénomène culturel que nous devrions nous mêmes réfléchir de façon nouvelle. De même que l'adolescent gai et l'adulte gai expérimentent un refus du machisme, l'homme objet devient un repère que la publicité donne à voir, et sa façon de s'habiller donne les limites souvent assez . avancées de son consentement à être par exemple déshabillé du regard.

Depuis deux ans, nous travaillons sur ce que j'appelle maladroitement l'identité masculine, et nous avons pu tirer un certain nombre d'observations. Et si la figure masculine virile abel et bien vacillé, abel et bien été déboulonnée par les femmes et les homosexuels, et aujourd'hui s'ils tentent de s'acclimater avec cette nouvelle situation sans en avoir tous les outils, de la même manière, mais venus d'ailleurs, , nous sommes en tant qu'homosexuels dans une évolution convergente. Nous avons . pu le constater dans des groupes, comme à la Maison des Sciences de l'Homme, , \. dans des réunions où nous avons été, où ce sont des hommes qui se contraceptent et réfléchissent à ce qui leur arrive, dans leur corps et dans leur relations, également dans des stages d'été de l'Office Franco-Allemand où nous organisons des groupes hommes, non mixtes, avec des Allemands et Français, homosexuels et hétérosexuels. J'avais pour ma part, tenté de lancer l'an dernier un mensuel sur cette question : "*Profils*" qui a dû cesser faute de logique financière. Ce double courant, qui semble réconcilier homosexualité et masculinité, mais aussi masculinité et souci de soi, m'apparaît capital. Une frontière transversale a craqué entre les hommes qui n'ont pas peur du corps des autres hommes et les hommes, homosexuels compris, qui se réconcilient, valorisent, reconnaissent, et prennent soin de leur propre corps et de leur propre santé.

L'agression sociale avait empêché au mouvement *Arcadie* de se reposer la question de l'identité masculine. L'irruption, dans les années soixante-dix, d'un discours revendicatif homosexuel dans le tissu social avait empêché, dans ces années militantes, de repenser la question de l'identité homosexuelle. Aujourd'hui, peut-être la situation est-elle assez mûre pour voir quelles sont vraiment les limites, à mon avis de plus en plus limites, de l'identité homosexuelle. Cette mutation masculine, dans sa globalité, nous apparaît très difficile à observer mais très subtile. Et nous devons nous positionner au cœur même de ces références culturelles qui ont évolué. Un nouvel espace entre hommes à travers une identité commune peut s'ouvrir auquel il manque tout. Et sans renier d'une quelconque manière l'homosexualité, je pense que ce sont de nouveaux repères culturels, ce sont de nouveaux modes de vie, c'est aussi une culture renouvelée qui peut s'épaissir, exister, pour réussir à être homme dans cette société sans que être homme signifie oppression. Et ce serait une immense chance pour nous de réussir à nous renouveler en tant que communauté gaie dans un espace culturel plus large que celui que nous nous étions donné, jadis, dans une période maintenant révolue.

François : Je ne suis pas d'accord avec cette identité masculine. Un petit garçon de six ou sept ans a le même souci qu'avant d'être un petit mec de façon très orthodoxe, comme il y a vingt ans. La mixité dans les écoles a même radicalisé les choses. Je crois qu'il n'y a aucune évolution à ce niveau là. Quant au petit garçon qui est une brebis galeuse parce qu'il est différent des autres, il est étiqueté comme différent par les autres, aujourd'hui comme il y a vingt ans. Je crois que l'itinéraire de l'homosexuel et ce qui se passe avant l'adolescence reste fondamentalement la même chose, même si les vêtements ont changé

Jean Le Bitoux : Je n'ai pas parlé de l'enfance, car là les choses ont, semble-t-il beaucoup moins bougé. Je pense que dans l'enfance les phénomènes sociaux, que j'ai essayé de résumer, n'apparaissent pas parce que les institutions, les familles, secrètent toujours des normes très violentes. Par contre je pense que cette évolution culturelle de fait de plus en plus sensible au fur et à mesure qu'on avance dans l'âge, de l'adolescence à l'âge adulte

Gérard Bach : Il y a effectivement cette interaction d'images entre l'homme et l'homosexuel. Pour autant, est-ce que nous devons prendre en compte ce concept de masculinité? Certes, les hétéros ont des conceptions plus soft de leur virilité, mais les vieilles idées qu'il y avait derrière n'existent toujours pas ? Un exemple, la médiatisation, la presse masculine c'est Play Boy et Lui, c'est à dire quelque chose qui reproduit totalement, dans un mode bien peu différent, les vieilles valeurs de la phallocratie, et rien d'autre. Et dans les médias gays, il y en a un qui revendique cette nouveauté et son sous-titre est : "Une manière d'être un homme", c'est *Samourai*. C'est le premier média qui a voulu dire, peut-être dans un souci d'intégration de la société hétéro: "Oui, nous sommes des hommes nous aussi"

Jean Le Bitoux : J'ai bien voulu marquer quelque chose qui manque dans ta réflexion, en citant le SM, c'est à dire la différence énorme des situations érotiques, des images, des symboles, qui n'impliquent pas pour autant un relationnel oppressif. Par ailleurs, il y a trop de choses qui ont changé du côté des mecs pour qu'on se contente de - s'accrocher à un vieux discours gai, totalement ghetto et poussiéreux. Et le concept de masculinité est une des issues face à l'impasse où nous sommes

Daniel Defert : Je rajouterai un tout petit point. Tu as dit : "Le cuir a confisqué les signes masculins hétéros". Je ne pense pas que la casquette de cuir, le mouchoir etc. étaient des signes confisqués. Je crois que les "cuirs" ont été très importants dans la culture homo de ces dernières années en constituant un langage physique, visible, qui ont été des éléments empruntés plutôt à une image machiste qu'aux hétéros. Le "cuir" a certainement modelé considérablement le système des signes et de la communication à l'intérieur de la culture homo en l'empruntant à un modèle acceptable par une large communauté d'hommes alors que le modèle de la folle était effectivement un modèle opprimé, pas acceptable, qui est apparu principalement dans des sociétés très machistes. Je crois que ça a été beaucoup plus important pour la constitution d'un langage de signes plutôt qu'une simple confiscation par un groupe, de signes hétéros. C'est certainement un langage qui a été capital ces dernières années

Bernard : Depuis quelques mois ou quelques années, je me pose la question : pourquoi devons-nous nous présenter face aux autres comme étant homosexuel ? Il me semble que c'est une norme. On se sent contraint par exemple en tant qu'homo de négliger les relations sociales avec les femmes. On en a parlé au congrès de Madrid. Si vous êtes homosexuel, vous vivez avec votre identité homosexuelle, et vous recréez un autre ghetto, une autre étiquette. il vaut mieux avoir sa propre vie, son vécu, qui est différent de celui de chaque personne. Pour moi il n'y a pas d'homosexualité, de lesbianisme, d'hétérosexualité, de bisexualité. il faut d'abord être soi-même par rapport aux autres, s'affirmer en tant que soi-même. il faut aussi prendre en compte les acquis que nous avons eus, évidemment les acquis du mouvement homosexuel. Et dans l'état actuel des choses, on ne peut pas reprocher à un homosexuel d'acheter une revue comme *Samourai* et autre. C'est logique.

Gérard : Il est vrai que l'identité a toujours le risque de clore les choses, mais c'est un point de référence obligé. A cet égard, les distinctions qu'on fait entre les homos et les hétéros ne sont effectivement pas si

probantes. La possibilité d'exister à travers telle ou telle pratique, et de se dire qu'on est différent des autres, c'est quelque chose qui est actuellement constamment remis en cause. Et si c'est remis en cause, cette mutation, dont on parle, est donc une mutation en arrière: j'ai souvenir d'un discours auxquels j'ai participé, il y a une dizaine d'années sur l'avènement proche d'un pansexualisme extraordinaire etc. Ce n'est pas par hasard si ce soir ici ce sont les lesbiennes qui protestent le plus contre cette idée, celle de se fondre "dans des concepts nouveaux, plus larges etc. il y a eu un moment historique d'affirmation nécessaire, qui n'a peut-être pas permis d'exprimer le fond, ce qui se passait personnellement. Mais il n'empêche qu'il faut dire et rappeler à tout moment, ce qui est d'ailleurs justement notre rôle en tant qu'homosexuels ou en tant que lesbiennes, que si quelqu'un ou quelqu'une a envie de n'avoir que des rapports homosexuels, que des rapports lesbiens, il n'y a pas de raison qu'il se sente mal à l'aise, et qu'on lui parle de masculinité ou de féminité, ou de je ne sais quoi encore.

Alain Huet : L'affirmation de soi, l'identité, on a commencé comme ça, on n'avait pas le choix. Moi je veux en tout cas être dorénavant comme ça maintenant. Là où je vis, sur mon lieu de travail, dans mon voisinage, pour des pratiques et des rencontres, des discussions, et par exemple avec des lesbiennes. Et ce n'est pas le cas. Il y a une étape que nous avons en tant qu'homosexuels hommes déjà collectivement vécu, et les lesbiennes, apparemment, n'ont pas encore vécu ce moment historique. C'est effectivement une grande différence

Geneviève Pastre : Je pense que c'est parce qu'on empêche des choses d'avancer, qu'on ne peut déclarer ensuite que ça n'existe pas. Notre histoire à nous lesbiennes, je ne sais pas si elle est en retard, mais je sais qu'elle est différente. Il faut en prendre son parti, l'élaborer, et puis confronter l'histoire des uns et des autres. Ensuite, dans l'état actuel des choses, je ressens trop d'agressivité. C'est par exemple trop difficile de répondre à Masques, et j'en suis désolée, mais je trouve quand même curieux d'aller chercher dans votre revue Colette ou Marguerite Duras, quand il y a un écrivain comme Gertrude Stein qui a créé un univers à la fois mental et un univers d'écriture et dont on ne parle pas assez.

Jacques Vandemborghe : Si l'on porte son regard sur l'histoire encore "fraîche" du mouvement gai français, on peut distinguer cinq périodes dont la dernière n'est qu'ébauchée. Dans les années 50 est apparu un premier type de structure (ce que j'appelle la structure du potentat ou structure coporatiste) avec *Arcadie* et son chef Baudry. Il s'agissait pour ce mouvement de défendre et illustrer l'homosexualité de façon correcte et décente. Qu'on qualifie cette position de bourgeoise ou pas, peu importe. L'essence de ce groupe était corporatiste: défendre les pratiques et les membres du corps de métier homosexuel. Ensuite, on est passé dans la deuxième période (celle des années 70) à ce qu'on pouvait appeler l'explosion du *FHAR*. (*Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire*). Dans le sillage de mai 68, de l'utopie, du changement relationnel, esthétique et politique, ce mouvement a tenté de brouiller et de détruire les genres sexuels, les identités masculine ou féminine pour subvenir l'ordre social, avant lui-même d'implorer en tant que structure. La folle devenait militante, l'homosexualité politique. Dans une troisième phase, celle des années 75-80, se met en place un phénomène d'expansion et d'irrigation sociale. C'est le foisonnement des groupes, des discours publics et pas seulement à Paris, mais un peu partout en France. On se dit, on se justifie, on plaide, on se montre, on s'affirme. Cette époque trouve son apogée en 79 avec un quatrième courant, celui du syndicalisme gai. Si on prend un terme américain, c'est celui du lobby, du groupe de pression. L'important devient l'institutionnel, avec une fascination pour la figure du bureaucrate. On regroupe les structures (coordination, fédération, centralisation). Aujourd'hui, on rentre dans une période de fonctionnalisme. La communauté gaie met en place des services qui correspondent à sa diversité, à son caractère pluriel. Apparaît un souci communautaire, un souci d'identité collective. Ainsi, le potentat, la folle radicale, l'avocat, le syndicaliste et, enfin le prestataire de service ont été les grandes figures symboliques de ces trente dernières années.

J'ai l'impression cependant que ce passage du syndicalisme gai des années 79-84 au système fonctionnaliste d'identité collective, à la véritable notion de communauté, pose problème. C'est que nous ne sommes pas encore véritablement, en tant que mouvement collectif, en phase avec la réalité. Je pense qu'une des directions principales dans laquelle doit s'engager un mouvement tel que le nôtre, c'est de maîtriser les flux financiers, maîtriser l'argent. On a trop vu, dans les années précédentes, des gens qui, sous couvert de bénévolat, sont devenus des bureaucrates. Leur disponibilité leur a permis d'occuper des positions importantes dans le mouvement et d'en figer la dynamique, uniquement pour conserver leur propre bien-être. Une autre direction qui me paraît fondamentale, c'est la maîtrise de nos représentations. Le mouvement gai en matière d'images, est resté totalement rudimentaire. Il faut nous appréhender, utiliser le monde de l'image et du discours médiatique. Nous entrons dans une ère médiatique où la **question du voir et être vu est primordiale**. Le mouvement gai doit se mettre en phase avec ce phénomène. Enfin, il y a la nécessaire recherche d'un souci éthique, d'un souci de soi: on s'aperçoit que la répression peut se trouver au sein du mouvement lui-même, au sein de notre libération. La question est donc maintenant de trouver des valeurs tout simplement morales qui correspondent à la configuration de notre communauté. La question du Sida pose cette urgence.

Je voudrait dire ici qu'il m'apparaît plus important de militer pour des idées que pour des structures en raison de l'auto-justification qu'elles comportent. La façon dont les médias nous bernent en affirmant (de façon très méthode Coué) l'existence d'un mouvement est connue. Comme le disait Alain Sanzio, il est donc possible qu'au moment où est né le *CUARH*, le mouvement gai politique était déjà mon. C'est au moment où la forme est la plus brillante que le contenu a totalement disparu. Il nous faut rétablir la

communication. On n'est de plus en plus à même de communiquer, il suffit de regarder le nombre de journaux gais existants même s'ils se portent mal, le nombre de bars pour se rencontrer, le nombre de radios, de lignes téléphoniques, de systèmes télématiques mis en place. Au moment où l'on a tous ces tubes et ces réseaux, on s'aperçoit que l'on communique le moins, que chacun s'enferme de plus en plus dans sa solitude.

Nous avons la chance d'avoir une accumulation de médias qui en définitive ne nous servent pas à grand chose. Il faut donc échapper absolument à la passivité de notre mise en marché. A nous de créer un réseau de communication, de mettre en relation les services embryonnaires qui se développent. Et cela à l'échelle nationale et même européenne. Car je ne crois pas que nous sommes enfermés dans notre hexagone français. Alors la proposition que je ferai, c'est de mettre en place un network, un réseau pour mettre en communication les initiatives de l'ensemble des groupes, qu'elles soient personnelles ou collectives, ouvert à des domaines connexes sur les termes qui nous rattachent à l'action d'autres groupes sociaux. Une structure médiatique, informatique.

De toute manière, c'est à cause de la démission du mouvement que Girard apparaît de façon si importante. D'abord comme le roi Girard dans Actuel il y a 8 mois et puis après comme le Prince Girard, dans Libération il y a trois mois et puis aujourd'hui dans un spot à FR3 ne de France comme le Pape Girard. C'est critiquable sans doute sur le fond mais c'est tout à fait compréhensible que cette personne soit si médiatisée. Par ailleurs, il y a beaucoup de sensibilités qui ne sont pas présentes ici. Nous devons essayer de convoquer chaque année, non pas des états généraux de l'homosexualité mais de provoquer des états généraux sur les services dont notre communauté a besoin et sur la façon dont elle doit se "moderniser", répondre à ses manques. Car toute communauté ne peut se structurer que par ses manques. Alors commençons-en l'analyse. Et je pense que le système télématique nous apportera beaucoup avec la fonction messagerie mise en place jusqu'à présent et qui ne sert actuellement qu'à une convivialité individuelle. Je crois qu'on pourrait l'utiliser à une fin beaucoup plus large, avec une mission communautaire. C'est peut-être une utopie mais je suis certain que cela sera mis en place.

Alain Sanzio : Il me semble que tu as escamoté un petit quelque chose, c'est dans différentes périodes que tu as distinguées, il y a quelque chose qui est revenu constamment, c'est la volonté d'hégémonie de tel ou tel groupe à un moment donné. Comme il était dominant, il attirait le public et minimisait tout ce qui pouvait se faire à côté. On est encore aujourd'hui en plein dedans. Depuis trois mois, il y a un groupe qui est en train d'essayer de capter, de représenter à lui seul la communauté, qui s'auto-proclame porte-parole des homos, c'est *GPL*, le groupe socialiste *Gais Pour les Libertés*.

Deuxième chose très brièvement, c'est qu'on ne peut sous-estimer les contradictions qui traversent la communauté gaie. Par exemple, qui sont les premières personnes à avoir avalisé et justifié la décision des flics de fermer les backrooms ? C'est certains patrons de boîtes comme David Girard parce qu'ils ont eu peur qu'on ferme leur établissement. Et demain, ne sont-ils pas prêt à justifier bien d'autres choses pour continuer à avoir pignon sur rue ? Il y a des critères divergents mais aussi des contradictions entre simplement les consommateurs et les producteurs des services gai. Tu as eu raison de soulever le problème du fric effectivement, cela fait des années qu'on dit qu'on peut continuer à crever de faim, on ne peut pas continuer à se reposer sur le bénévolat parce que cela se casse la gueule et cela devient complètement merdique. Mais il n'est pas évident que les consommateurs soient prêts à payer pour des services. Les groupes militants se sont complètement désinvestis de ce qui se faisait, de la stricte militance et cela a abouti à ce que tu disais c'est à dire à l'attitude de David Girard pour la marche gaie. Après tout, David Girard a bien réussi là où les groupes ont échoué et le cortège le plus dynamique (c'est quand même un comble) était celui de David Girard. Alors si les groupes militants n'avaient pas abdicqué devant un certain nombre de responsabilités, peut-être auraient-ils réussi là où David Girard a réussi.

Jacques : Pour ma part, j'ai envie de travailler sur l'image donc j'ai mis déjà en place ma propre structure qui est une structure de production de réalisation de films vidéos. Cette structure de communication m'apparaît fondamentale, elle est une réponse à notre évolution technologique. Dans quelques temps, il sera trop tard, d'autres sociétés qui n'auront rien à voir avec le mouvement viendront exploiter le créneau et parler, ou mieux montrer, à notre place.

Jean Le Bitoux : La dernière marche a été une histoire totalement lamentable dans le sens où certaines organisations connues ne souhaitaient pas la faire disant que cela allait être ridicule parce qu'il y aurait personne, certains journaux pour d'autres raisons. Nous avons été un petit groupe à aller embêter tout le monde pour dire que la marche était symboliquement importante parce que c'est une identité collective nationale. On pourrait quand même au minimum (une fois par an) réussir à mettre en place cette marche. Peu à peu, en y injectant leurs propres intérêts commerciaux et médiatiques, l'ensemble des organisations et des journaux était finalement là. David Girard était le roi de la marche et chacun a pu faire sur l'ensemble de la marche, son OPA et diffuser ses tracts et ses gadgets

Jacques : La notion de service est très large. C'est par exemple la Fondation *Mémoire des Homosexualités*. Cette Fondation a pour but d'archiver et de mettre à disposition l'ensemble des documents relatifs aux homosexualités. J'ai lu à l'*Université* un texte où l'on dit : à quoi servent les groupes religieux homosexuels ? Les groupes religieux proposent un service : c'est de faire se rencontrer des gens sur la base d'une adhésion à une certaine conception du monde.

Jacques Fortin: Je crois qu'il reste beaucoup à dire sur l'homosexualité, même énormément, mais ce qui a changé c'est qu'il y a une aspiration non plus à dire, à se structurer pour dire des choses sur l'homosexualité. Alors que des gens fassent des collectifs de services comme *AIDES*, c'est remarquable et c'est indispensable. Il faut calquer ce modèle sur tous les terrains. Mais comment voulez-vous que quelque chose s'organise avec un peu de puissance dans cette société si ce n'est pas commercial ? Ça l'est forcément. Que David Girard prenne les devants de la scène c'est absolument évident. Alors il faudrait réfléchir et ça rejoint l'histoire de la concurrence entre groupes. Notre problématique, c'est la concurrence au commercial.

Jacques : Lorsque j'ai dit qu'il faut faire de l'argent, je ne l'ai pas entendu comme: il faut uniquement avoir des pratiques commerciales. Mais il faut prendre en compte l'aspect commercial des choses dans nos activités. Ce qui m'a toujours frappé par exemple, c'est la fête que faisait le *CUARH* à la Mutualité chaque année après la marche gaie et qui était une véritable entreprise commerciale qui permettait à ce groupe de vivre pour l'année. Et pourtant l'ensemble de ses membres refusait la présence de groupes commerciaux dans cette marche. A mon avis, il faut savoir faire de l'argent sur la base de son activité. Le deuxième point, c'est la visibilité. Bon, je suis tout à fait d'accord avec Jacques Fortin, parler aujourd'hui d'homosexualité, ça n'a plus une grande pertinence, mais je pense qu'il faut parler à partir de l'homosexualité, porter un regard à partir de ce domaine là. Je ne dis pas que la politique du mouvement, ça doit être la visibilité, comme le fait Frank Amal alors que dans son journal la majorité des rédacteurs signent encore avec des faux noms. Ce qui est aussi une jolie contradiction dont je ne serais pas fier. Je dis que la culture' du dire, de se dire est complètement nulle, qu'il faut la dépasser. C'est pour ça que je milite pour la mort de l'identité homosexuelle comme on l'a écrit dans *Masques*. En même temps je suis à la commission homosexuelle CFDT de la Mairie de Paris, groupe qui apporte un service non négligeable aux agents attaqués sur la base de leur homosexualité. Donc les choses ne sont pas aussi simples

Jean Le Bitoux : En novembre 78, il y a eu une coordination nationale homo et je suis venu proposer le lancement d'un journal qui s'appellerait *Gai Pied*. Nous avons déclaré que si c'était possible, nous en vivrions. Cela a produit les hurlements de la majorité du rassemblement qui considérait qu'il y avait une obscénité à vivre de ses luttes. Les choses ont peu changé, hormis que certains bénévoles du mouvement en sont devenus les fonctionnaires, dans les organisations et dans les médias homosexuels, et se passent complètement d'une présence vivante au sein de la communauté. Je suis très fasciné de voir que pas un journaliste travaillant dans les médias gais ne soit ici. Les médias caressent la communauté gaie dans le sens du poil comme l'on sait mais censurent complètement une réflexion qu'elle se doit d'avoir sur elle-même. C'est pour cela qu'il devient important de revendiquer une certaine éthique de la communauté pour elle-même. C'est pour ça que les notions de service sont importantes. Mais si ceux qui font de l'argent sur le dos de la communauté, ceux qui se sont autoproclamés délégués gais auprès des institutions ne sont pas ici, c'est qu'ils ont achevé leur confiscation, en termes politiques et financiers.

La question du pouvoir ou de la délégation de l'image de la communauté sur l'extérieur reste donc ouverte, car c'est elle qui permet à des tas de gens de s'absenter de rencontres comme celle-ci, pourtant si rares. C'est très grave. Il est extraordinaire que cette université nationale, le seul lieu non partisan de débats ouverts et libres soit méprisé par les représentants du mouvement et de la presse gaie. Vous constatez que le CUARH n'est pas là, alors que la veille de l'Université il y a eu à Marseille une réunion du CUARH. Le lendemain ils avaient tous repris le train. *Gai Pied*, *G.I.*, *Samourai* sont absents. Un pigiste nous racontera en deux feuillets à quoi sert de réfléchir de nos jours, quand la consommation, c'est tout ce qui reste ? Positiver le carnage, cyniquement, ou plutôt inconsciemment, ça leur suffit. Alors que même ce que l'on a obtenu ces dernières années pose problème. Oui, il faudrait un média qui pose ces questions et un service télématique qui coordonne les informations.

François : Dans les années 75 le mouvement homosexuel était complètement coupé disons de la masse des homosexuels qui allaient en boîte. Ça a changé totalement Tout le discours qui était tenu dans le mouvement homosexuel, notamment les pavés de Jean Nicolas, c'était : "nous, on ne va pas dans les boîtes, on ne va pas dans les lieux commerciaux, on est anti-capitalistes".

Jean Le Bitoux : Je serais plus obscène que Jacques parce que je pense qu'il faut faire des produits qui financeraient un certain nombre d'initiatives. Pourquoi n'y aurait-il pas des produits qui seraient des services, des opérations commerciales et qui financeraient un certain nombre de choses qui sont difficilement finançables ?

Bernard : Je crois que tout le monde est conscient qu'il faut se donner les moyens de faire ce qu'on veut. Le tout c'est de trouver des moyens. Pour l'Université d'Été, on a pensé à se faire sponsoriser par Apple, en se disant "pourquoi pas". En tout cas, il nous manque un débat idéologique interne qui reprenne les vieilles choses pour se poser les questions actuelles, et à un niveau élevé. La nullité quasi globale de notre production et de notre expression sociale est quand même fantastique. Cette communauté est brisée entre des faux délégués politiques, des journalistes libidineux et des commerçants assez irresponsables. Ceux-là sont effectivement absents. Alors on peut causer, mais on n'a plus aucun pouvoir. Il est urgent de se ressaisir. Pas seulement réfléchir, mais agir.